



Statistique de l'assurance militaire 2015

suvacare

Prestations et réadaptation

Statistique de l'assurance militaire 2015

Statistique de l'assurance militaire 2015

Suva

Assurance militaire
Case postale 8715
3001 Berne

Commandes et renseignements

Tél. 031 387 35 51
anita.schmid@suva.ch
www.suva.ch/waswo-f

Informations complémentaires concernant l'assurance militaire:
www.assurance-militaire.ch

Edition: 2015

Référence

04514.f

Table des matières

Chiffres clés	5
Introduction	7
1 Objet de l'assurance militaire	9
2 Effectif assuré	11
3 Cas et coûts	13
4 Mesures de réadaptation	17
5 Rentes	19
6 Prévention	23
Abréviations et signes conventionnels	27
Annexe 1: Effectif assuré	29
Annexe 2: Nombre et coûts des cas	33
Annexe 3: Rentes	47
Annexe 4: Prévention	53
Annexe 5: Cas de décès et intoxications par absorption d'huile	61
Annexe 6: Procédure de recours	63

Chiffres clés 2014

Risque assuré

(en mio. de jours)	2013	2014
Jours de service militaires de milice	7.9	7.9 ¹
Jours de service militaires de carrière	1.3	1.3
Assurés facultatifs, en jours	0.5	0.5
Total	9.8	9.7¹

Nouveaux cas enregistrés

Maladies	28 491	28 873
Accidents	10 552	10 311

Nouvelles rentes allouées

Rentes d'invalidité	17	25
Rentes pour atteinte à l'intégrité	62	49
Rentes de survivants	33	18

Rentes courantes

Rentes d'invalidité	2 043	1 964
Rentes pour atteinte à l'intégrité	498	471
Rentes de survivants	1 410	1 337
Cas de décès reconnus ²	36	28

Dépenses

(en mio. de CHF)	2013	2014
Total prestations d'assurance	196	189
Frais de traitement ¹	66	66
Indemnités journalières ²	28	27
Prestations de rentes ²	102	97
Frais administratifs	21	21
Total	217	210

Recettes

Financement Confédération	199	192
Recettes de primes et de recours	18	18
Total	217	210

Bases légales

Assurance sociale autonome selon la loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM).
Exécution Suva: art. 82 LAM, art. 67 LAA, convention Confédération/Suva 2005.

Agences BE, GE, TI, SG
Siège Berne

Collaborateurs 103

Plus d'infos: www.assurance-militaire.ch

¹ provisoire (jours de service de la protection civile estimés)
² La majeure partie des cas de décès reconnus concerne une affection contractée pendant le service.

¹ mesures préventives comprises
² mesures de réadaptation comprises

Introduction

L'assurance militaire est une branche de la sécurité sociale suisse. Les tâches et les prestations de l'assurance militaire, dont le principe est inscrit pour la première fois dans la Constitution fédérale en 1874, sont aujourd'hui définies dans la loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM) et dans son ordonnance d'exécution (OAM). Depuis le 1^{er} juillet 2005, la Suva gère l'assurance militaire sur mandat de la Confédération avec une comptabilité distincte.

En raison du statut de branche autonome du système des assurances sociales suisses conféré à l'assurance militaire, les résultats statistiques de cette dernière présentent un intérêt public. La présente publication donne un aperçu complet de l'effectif, des cas et des coûts de l'assurance militaire. Les chiffres publiés se fondent dans une large mesure sur le système d'information de l'assurance militaire (ISM II). Les chiffres sur les prestations fournies diffèrent légèrement de ceux de la comptabilité financière publiés dans le rapport de gestion de la Suva. L'une des raisons réside dans l'imputation sur différentes périodes d'observation de certains paiements effectués en fin d'année. En outre, les factures dites collectives (il s'agit, par exemple, de factures pour des examens médicaux effectués lors du recrutement ou pour des actions de prophylaxie) n'apparaissent pas dans les tableaux en annexe, car elles ne peuvent être attribuées ni à un assuré ni à un cas particulier.

Le résumé des principaux résultats et le commentaire sur l'évolution des cinq dernières années exposés en première partie visent à faciliter la compréhension des tableaux présentés en seconde partie. Ceux-ci sont subdivisés en quatre blocs thématiques. L'évolution et la structure de l'effectif assuré sont brièvement présentées dans la première partie du texte. Les tableaux 2.1 à 2.7 fournissent les principaux résultats de l'exploitation de l'assurance. Les cas et les coûts sont généralement présentés selon la catégorie des cas et des assurés. Tous les schémas possibles ne sont pas proposés ici. Ainsi, par exemple, seuls les militaires de milice de l'armée et les assurés à titre professionnel (militaires contractuels inclus) figurent nommément dans les tableaux 2.3 (nombre de cas) et 2.4 (coûts des cas). Toutes les autres catégories d'assurés, vu leur petit nombre, sont regroupées

sous une même rubrique dans ces tableaux. Ceci est le cas, à titre d'exemple, dans les tableaux 2.5 (développement des coûts) et 2.7 (répartition des coûts) qui ne montrent que les montants totaux (toutes catégories d'assurés et tous types de cas confondus). Une répartition détaillée peut être fournie sur demande.

Les chiffres concernant l'effectif des rentes, le groupe le plus important en termes de coûts, apparaissent dans les tableaux 3.1 à 3.9. Dans les tableaux 4.1 à 4.3 figurent les nouveaux cas ordinaires enregistrés, de même que les frais de traitement et les indemnités journalières en cours selon le diagnostic de maladie ou la partie du corps touchée et, en cas d'accident, selon la nature de la blessure et les causes d'accidents. Ces chiffres servent de base à l'établissement des grands axes de la prévention pour l'avenir.

1 Objet de l'assurance militaire

L'assurance militaire couvre les personnes au service de la Confédération dans le cadre du maintien de la sécurité et de la paix. Ce sont notamment les membres du service de milice de l'armée, du service civil et de la protection civile, mais également les participants à des actions de maintien de la paix de la Confédération et les membres du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) ainsi que les assurés à titre professionnel (militaires de carrière, militaires contractuels et instructeurs de la protection civile de la Confédération). Les assurés professionnels à la retraite ont la possibilité, moyennant le versement d'une prime, d'adhérer, dès leur retraite, à l'assurance de base facultative (maladie et accident) de l'assurance militaire.

L'assurance militaire prend en charge toutes les atteintes à la santé physique, mentale ou psychique survenant pendant les services et engagements cités, qu'elles aient pour origine un accident, une maladie, une tentative de suicide ou un suicide. En tant que système d'assurance et de responsabilité de la Confédération, l'assurance militaire se distingue clairement des assurances selon la LAMal et la LAA. D'une part, ses prestations sont comparativement supérieures à celles des autres assurances sociales, car elles sont orientées sur le droit de la responsabilité civile. D'autre part, et en contrepartie, l'assuré peut faire valoir uniquement les droits définis dans la LAM, toute autre prétention en responsabilité civile auprès de la Confédération étant exclue.

L'assurance militaire fournit en outre des prestations pour des examens médicaux en vue de déterminer l'aptitude au service et au titre de mesures médicales préventives. Dans les tableaux et les commentaires ci-après, une distinction est faite entre les cas d'accidents et les cas de maladie. Alors que les cas et les coûts liés aux mesures préventives et aux examens médicaux mentionnés sont résumés sous la rubrique des cas de maladie, les suicides et les tentatives de suicide sont eux intégrés dans les cas d'accidents.

Les types de prestations fournies par l'assurance militaire sont clairement définis dans la loi fédérale sur l'assurance militaire (LAM). Ces prestations peuvent être classées dans trois grandes catégories: les frais de traitement, les prestations en es-

pèces à court terme et les rentes. Les frais de traitement englobent les coûts des traitements médicaux proprement dits, les frais occasionnés par les moyens auxiliaires et les frais de sauvetage et de dégagement. Comme les coûts des traitements médicaux constituent la majeure partie de cette rubrique (cf. tableau 2.6), les éléments qui la composent sont regroupés ci-après sous la désignation de «frais de traitement». Du fait, par ailleurs, que les indemnités journalières représentent plus de 92 % des prestations en espèces à court terme, le terme «indemnités journalières» utilisé dans les pages qui suivent recouvre l'ensemble des prestations en espèces à court terme. La LAM définit enfin les critères d'octroi des rentes d'invalidité, de survivants et pour atteinte à l'intégrité. Le terme de «prestations de rentes» utilisé dans la présente statistique désigne la somme des rentes versées par mensualités. Les rentes de l'assurance militaire sont adaptées à l'évolution des salaires et des prix en même temps que les rentes de l'AVS et de l'AI.

2 Effectif assuré

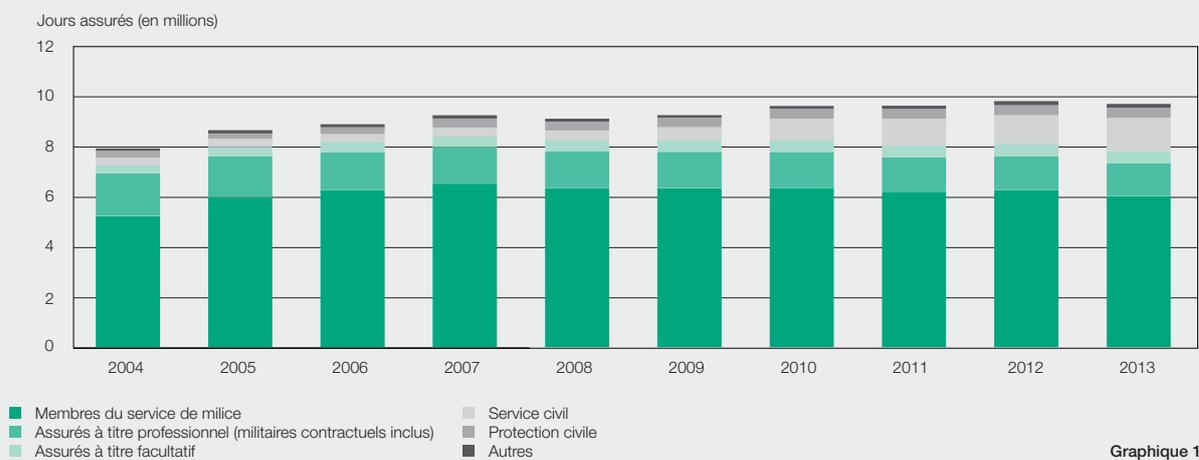
En 2014, les militaires de milice ont effectué près de 8 millions de jours de service pendant lesquels ils étaient assurés contre les atteintes à la santé conformément à la LAM (cf. tableau 1.2). Un peu moins de trois quarts des jours de service ont été accomplis par des militaires, le reste se répartissant entre des engagements dans le cadre de la protection civile, du service civil, de la promotion de la paix ou du CSA. Le nombre de jours effectués par les personnes astreintes au service civil en 2014 a augmenté de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'inscrit dans la tendance des dernières années.

Au cours de l'année sous revue, l'assurance militaire a joué le rôle d'assurance maladie et accidents pour 3664 assurés à titre professionnel (militaires contractuels inclus). Ce collectif n'est pas directement comparable à celui des miliciens assurés, car les assurés à titre professionnel sont également couverts en dehors du service ou de leur temps de travail. Le risque de maladie est par conséquent plus élevé dans cette catégorie d'assurés. Le collectif de plus de 1367 assurés à titre facultatif présente en revanche un statut similaire. Les membres de ces deux catégories d'assurés sont les seuls à payer des primes. Le montant total encaissé en 2014 au titre des primes s'est élevé à 17,7 millions de francs.

Afin de pouvoir comparer le collectif des miliciens avec celui des assurés à titre professionnel et facultatif, tout au moins quantitativement, l'assurance militaire a calculé le nombre de jours assurés accomplis par les assurés à titre professionnel et facultatif. Cette méthode consiste, en se basant sur les effectifs connus en fin d'année, à multiplier par 365 le nombre moyen de personnes assurées à titre professionnel et facultatif durant l'exercice et l'année précédente afin d'obtenir le nombre de jours assurés durant une année statistique.

Durant les cinq dernières années, le nombre de jours de service effectués par les membres du service de milice représente chaque année environ 80 % du nombre total des jours assurés (cf. graphique 1).

Jours assurés par catégorie d'assurés, 2004 à 2013

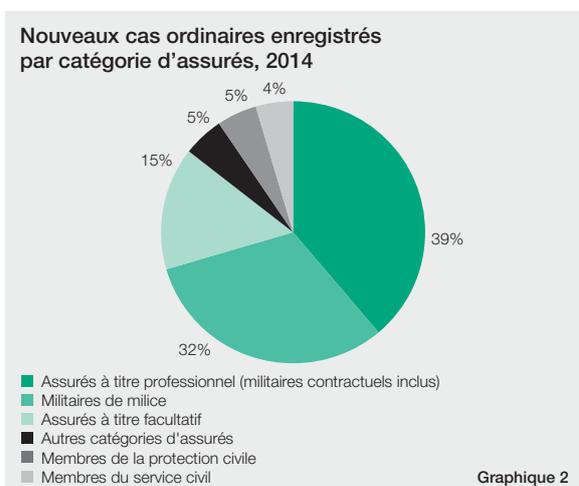


La diminution du nombre de jours de service accomplis par les militaires de milice de l'armée au cours des dernières années est compensée par l'augmentation du nombre de jours effectués dans le service civil.

3 Cas et coûts

En 2014, l'assurance militaire a enregistré 39 184 nouveaux cas (cf. tableau 2.2), dont 24 772 cas dits simples émanant de la catégorie des miliciens (armée, protection civile ou service civil). Les cas simples sont définis comme des cas survenus pendant le service, indépendamment du degré de gravité de l'atteinte à la santé. Lorsque le traitement médical se poursuit au-delà de la fin du service, un cas ordinaire est ouvert parallèlement au cas simple. Bien que les cas simples forment la majeure partie de l'ensemble des cas (environ 63 %), ils n'ont occasionné que 6 % du coût total des frais de traitement (11,4 millions de francs). Les cas simples étant clos au plus tard à la fin du service soldé, ils ne peuvent, par définition, engendrer le versement d'une indemnité journalière ni l'octroi d'une rente. C'est la raison pour laquelle, le nombre de cas simples n'est indiqué en annexe que dans les tableaux 2.2 et 2.3. En revanche, les frais occasionnés par cette catégorie de cas sont toujours pris en considération, hormis dans les tableaux 2.7 et 4.1 à 4.3.

Un peu plus de 70 % des 14 412 nouveaux cas ordinaires enregistrés concernent des assurés à titre professionnel ou des militaires de milice de l'armée (graphique 2). Ils sont suivis par les assurés à titre facultatif avec 15 % des nouveaux cas ordinaires enregistrés. Les 14 % de cas restants se répartissent entre toutes les autres catégories d'assurés.



Un peu moins de trois quarts des 14 412 nouveaux cas ordinaires enregistrés en 2014 ont été recensés chez les assurés à titre professionnel ou les militaires de milice de l'armée.

Les causes possibles de la proportion relativement faible de cas de maladie enregistrés dans la catégorie des miliciens sont multiples:

- Tandis que les assurés à titre professionnel et facultatif sont couverts sans interruption par l'assurance militaire, les miliciens sont assurés uniquement pendant la durée du service. Soulignons en outre qu'un conscrit malade n'entre pas même en service. Le rapport maladie-accident de la catégorie des assurés à titre professionnel est en revanche comparable à celui des personnes civiles.
- L'âge moyen des assurés à titre professionnel et facultatif est plus élevé que celui des membres du service de milice de l'armée, de la protection civile et du service civil. L'expérience augmente avec l'âge et les prises de risques s'amenuisent, ce qui tend à réduire aussi le nombre d'accidents.

Un peu plus de la moitié des dépenses courantes d'un montant avoisinant 188 millions de francs en 2014 sont imputables aux prestations de rentes (tableaux 2.2 et 2.4). En comparaison, les frais de traitement (34 %) et les indemnités journalières (14 %) constituent des postes budgétaires moins importants. La très forte proportion de prestations de rentes (par rapport aux statistiques LAA) s'explique par le fait que le nombre de rentes en cours à l'assurance militaire est très élevé par rapport à l'actuel effectif assuré. Comme une petite partie seulement des rentes de l'assurance militaire est capitalisée, les mensualités de l'ensemble des rentes en cours apparaissent chaque année dans la statistique. Il en découle, du fait notamment d'un effectif d'assurés en baisse, que les frais de traitement et les indemnités journalières pèsent moins lourd dans la balance des coûts.

Près de 86 % de la totalité des prestations de l'assurance militaire concernent des cas relevant de militaires de milice de l'armée et d'assurés à titre professionnel. Dans les autres catégories, les frais de traitement versés pour les assurés à titre facultatif et les civilistes ainsi que les rentes versées à des membres de la protection civile et à d'anciens assurés de Jeunesse et Sport (J+S) représentent la part des dépenses les plus importantes.

Les prestations d'assurance apparaissent avant déduction des recettes de recours. Celles-ci découlent des prétentions à l'encontre des personnes civilement responsables ou de leur assurance responsabilité civile. La plupart des recours en responsabilité civile concernent des accidents de la circulation. En 2014, l'assurance militaire a enregistré des recettes de recours avoisinant 470 000 francs.

Evolution quantitative des cas

Vu la petite taille du collectif assuré, une analyse annuelle des taux de variation ne fournirait pas des indications utiles. Il est bien plus intéressant d'étendre l'observation sur une plus longue période. Ainsi, les années 2001 à 2007 (inclusive) ont vu une baisse des chiffres dans pratiquement toutes les catégories de cas. Tandis que la hausse du nombre de cas simples s'est poursuivie au cours des cinq dernières années d'observation (2010 à 2014), aucune tendance significative ne se dessine dans l'évolution des cas ordinaires. L'augmentation du nombre de cas simples entre 2012 et 2014 est due en partie à l'uniformisation d'une pratique administrative: depuis 2013, les examens prophylactiques effectués sur des militaires de milice de l'armée sont attribués uniformément aux cas simples. Cette modification de nature administrative explique également la forte diminution du nombre de nouveaux cas ordinaires de maladie enregistrés dans cette catégorie d'assurés (-25 % par rapport à 2012). Une comparaison entre le nombre de cas et le nombre de jours assurés révèle le risque de cas. Celui-ci est resté stable au cours des cinq dernières années et s'établit, toutes catégories d'assurés confondues, à un peu moins de 150 cas ordinaires pour 100 000 jours assurés (104 en cas de maladie et 44 en cas d'accident).

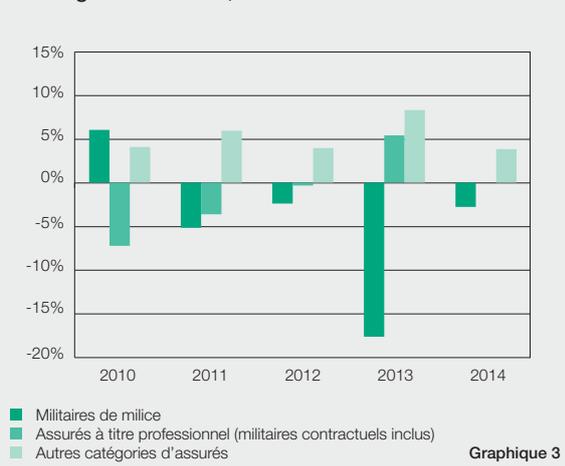
Le nombre de cas relevant de la catégorie des militaires de milice de l'armée et de celle des assurés à titre professionnel est resté pratiquement stable au cours des cinq dernières années. Dans le cas des personnes astreintes au service civil, en revanche, ce nombre a plus que doublé durant la même période. Cette augmentation est due avant tout au nombre croissant de civilistes, qui s'explique par la suppression de l'examen de conscience. Depuis avril 2009, il suffit en effet, pour pouvoir remplacer un service militaire par un service civil, de déclarer l'existence d'un conflit de conscience. Dans des cas bénins, les militaires de milice de l'armée peuvent se rendre à la pharmacie de l'armée ou s'adresser au médecin de troupe. Les coûts générés par ces cas ne sont pas imputés à l'assurance militaire. Les personnes astreintes au service civil

ne disposent pas de telles possibilités, et tous les coûts les concernant sont à la charge de l'assurance militaire.

Le nombre de cas entraînant le versement d'une indemnité journalière est resté globalement inchangé entre 2010 et 2014.

Le nombre de cas de décès engageant la responsabilité de l'assurance militaire est constant depuis 2005 avec 35 cas environ par an. Ce chiffre n'exprime cependant rien de particulier sur les cas de maladie et d'accidents dans le contexte du collectif actuel des assurés. La plupart de ces cas concerne d'anciens militaires de milice de l'armée ou assurés à titre professionnel décédés longtemps après la vie active ou après la retraite et dont le décès est en relation, au degré de vraisemblance prépondérante, avec une affection assurée.

Cas ordinaires reconnus selon la catégorie d'assurés, 2010 à 2014



La très nette diminution du nombre de cas ordinaires dans la catégorie des militaires de milice de l'armée en 2013 tient essentiellement à des raisons administratives: depuis une année, les examens prophylactiques sont majoritairement attribués aux cas dits simples et non plus aux cas ordinaires.

Pendant les cinq dernières années d'observation, la responsabilité de l'assurance militaire a été engagée en moyenne annuelle pour quatre décès de militaires de milice survenus durant le service (tableau 5.1). Dans le collectif des assurés à titre professionnel (militaires contractuels inclus), elle a enregistré pour la même période cinq décès en moyenne par an (tableau 5.2). Tandis que la plupart des décès survenus chez les militaires de milice étaient dus à un accident, la cause principale des décès recensés chez les assurés à titre professionnel était la maladie.

Evolution des coûts

En 2014, le coût total des prestations de l'assurance militaire s'est élevé à 188 millions de francs environ, soit une diminution de 6,1 % (-12,3 millions de francs) par rapport à 2010. Cette évolution est liée à la baisse constante du coût des rentes depuis quelques temps, en raison notamment de la structure des âges des bénéficiaires (cf. point 6). Entre 2010 et 2014, les coûts ont diminué de 15,8 % pour s'établir à 96,6 millions de francs. Alors que les frais de traitement ont augmenté de 12,5 % durant cette période pour atteindre 64,9 millions de francs, les indemnités journalières ont diminué de 5 % à 26,9 millions de francs. La hausse significative des frais de traitement est due au passage en 2013 au système de forfait par cas SwissDRG et à l'accumulation consécutive des décomptes à traiter, sur lesquels sont venus se greffer la suppression des contributions cantonales et le financement des coûts d'utilisation des infrastructures hospitalières dans le domaine des tarifs stationnaires.

Le tableau 2.6 présente la répartition des frais de traitement par groupe de fournisseurs de prestations et la subdivision des indemnités journalières et autres versements en espèces à court terme ainsi que des rentes selon le genre de prestations.

L'évolution des coûts présentée dans le tableau 2.5.1 montre que les dépenses les plus importantes concernent essentiellement les anciens cas (de rentes). Les cas recensés durant les cinq dernières

années d'observation ont occasionné environ 40 % des dépenses courantes en 2014. Une part de 60 % des dépenses est imputable à des cas enregistrés avant 2010. Ces anciens cas ont même absorbé plus de 95 % des dépenses consacrées aux prestations de rentes.

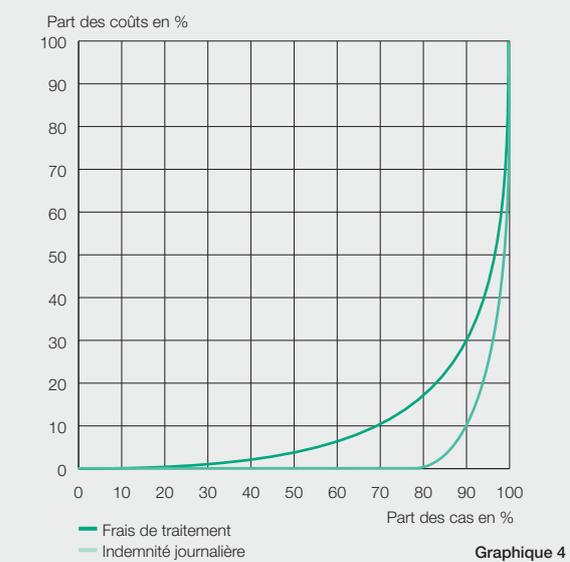
L'incidence marquée de la latence des coûts dans l'assurance militaire peut être démontrée à l'exemple des 92 militaires qui, pendant un service actif en 1940, ont été intoxiqués au triorthokresylphosphate par l'absorption d'huile toxique de refroidissement pour fusils mitrailleurs confondue avec de l'huile d'arachide. Cette confusion a entraîné chez les personnes concernées des déficits neurologiques durables, souvent sévères. En 2014, quelque 71 000 francs ont encore été versés aux survivants pour cinq de ces cas (cf. tableau 5.3). Le montant total des dépenses occasionnées par ces cas d'intoxication par absorption d'huile s'est élevé depuis le début et jusqu'en 2014 à environ 46 millions de francs en valeur nominale. Si l'on tient compte du renchérissement, cette somme équivaldrait aujourd'hui à un montant de 92 millions de francs.

Répartition des frais de traitement et des indemnités journalières

Quelque 13 000 cas ordinaires ont été enregistrés et reconnus en 2010. Parmi ces cas, près de 12 600 ont occasionné des frais de traitement jusqu'à fin 2014, dont environ 2800 ont en plus nécessité le versement d'indemnités journalières (cf. tableau 2.7). Comme on le voit sur le graphique 4, 80 % des cas génèrent seulement 17 % environ des frais de traitement sans indemnités journalières. En revanche, 10 % des cas les plus onéreux absorbent plus de deux tiers des frais de traitement et plus de 90 % des indemnités journalières.

Pour ces quelque 13 000 cas, les dépenses totales de l'assurance militaire au titre des frais de traitement et des indemnités journalières se sont élevées à 56,8 millions de francs environ jusqu'à fin 2014. Durant les cinq premières années de développement, les prestations à court terme ont coûté en moyenne un peu plus de 4300 francs pour chacun de ces cas. Les coûts dans l'assurance militaire sont très inégalement répartis, à savoir qu'un petit nombre de cas génère la majeure partie des coûts (cf. graphique 4). Par conséquent, la valeur moyenne n'est guère significative. La part des cas moins onéreux, soit la moitié de l'ensemble des cas, génère en effet un coût maximal de 480 francs seulement.

Coûts à court terme vs nombre de cas: cas reconnus en 2010, état 2014

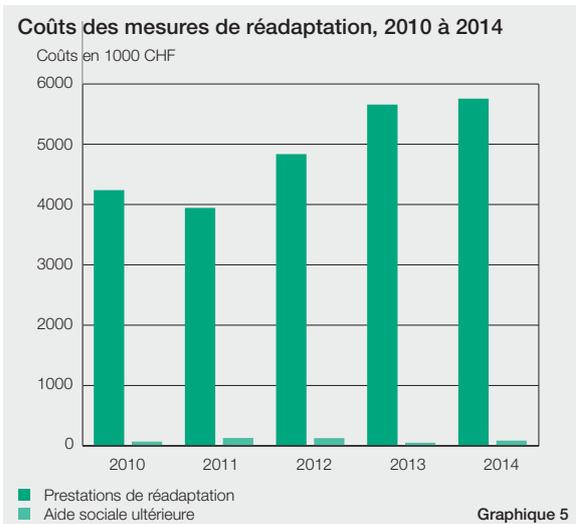


La moitié des cas à faibles coûts de l'année 2010 n'a engendré jusqu'à fin 2013 que 4 % environ du montant total de quelque 32 millions de francs de frais de traitement, et ceci sans même occasionner le versement d'une indemnité journalière.

4 Mesures de réadaptation

Conformément à l'art. 33 LAM, «les assurés invalides ou menacés d'une invalidité [...] ont droit, pour autant qu'elles soient nécessaires et appropriées, aux mesures de réadaptation susceptibles de sauvegarder ou d'améliorer leur capacité de gain restante [...] ou leur intégration sociale». Concrètement, l'assurance militaire prend en charge, dans des cas appropriés, en lieu et place de l'AI, les frais de la réinsertion professionnelle et sociale. Elle compense en outre la perte de gain provisoire qui en résulte par des indemnités journalières ou des prestations de rentes pour une durée limitée (rentes de reclassement).

De 2010 à 2014, l'assurance militaire a dépensé en moyenne annuelle 4,9 millions de francs pour des mesures de réadaptation, ce qui correspond à 2,5 % de l'ensemble des prestations d'assurance.



L'assurance militaire a renforcé ses efforts dans le domaine de la réinsertion professionnelle au cours des dernières années.

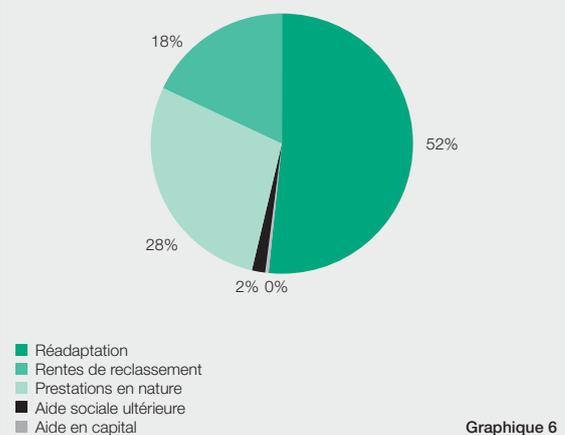
Couverture d'assurance complète: exemple d'un cas de reclassement

O.D. s'est blessé à la cheville pendant un service militaire effectué dans les années 1990. Par la suite, une arthrose sévère est apparue. A partir de 2006, O.D. s'est trouvé à plusieurs reprises en arrêt de travail partiel ou total. En raison des troubles récurrents, il a finalement été contraint d'abandonner son activité dans la vente ainsi que son statut d'indépendant.

Un bilan professionnel a été réalisé en avril 2012 à la Rehaklinik Bellikon dans le cadre de la réinsertion professionnelle. Avec l'aide du case manager de l'assurance militaire et d'un coaching professionnel externe, l'assuré a alors suivi des formations ciblées en économie d'entreprise et en gestion publique. En mai 2014, il a décroché un emploi auprès d'une administration publique.

Cet homme, qui se trouve en pleine vie active, est aujourd'hui entièrement et durablement réinséré. Il ne subit aucune perte de gain par rapport à l'ancienne activité, de sorte que le cas a pu être clos sans devoir allouer une rente.

Prestations de réadaptation selon le type, de 2010 à 2014

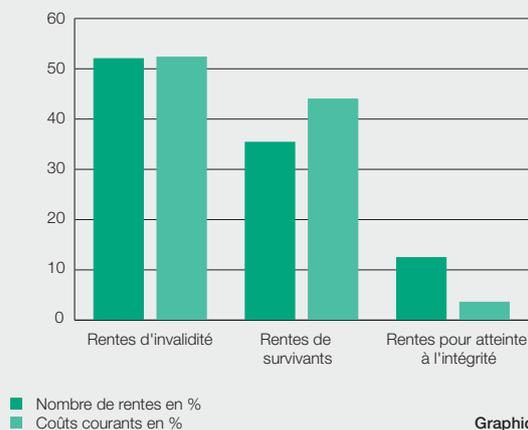


Environ 70 % des prestations de réadaptation ont été servies au titre des reclassements.

5 Rentes

Les trois principaux types de rentes définis dans la LAM sont les rentes d'invalidité, les rentes pour atteinte à l'intégrité et les rentes de survivants. Le graphique 7 montre, pour l'année 2014, la répartition des rentes et des dépenses courantes selon le type de rente. Sur un total de 3957 rentes en cours, un peu plus de la moitié sont des rentes d'invalidité et 35 % des rentes de survivants. Les quelque 15 % restants sont des rentes pour atteinte à l'intégrité et quelques autres prestations assimilées à des rentes (cf. également tableau 3.2).

Rentes en cours et coûts selon le type de rente, 2014



Les rentes pour atteinte à l'intégrité et d'autres prestations apparentées aux rentes représentent environ 12 % des cas de rentes en cours; l'impact de ces catégories de rentes en termes de coûts est faible.

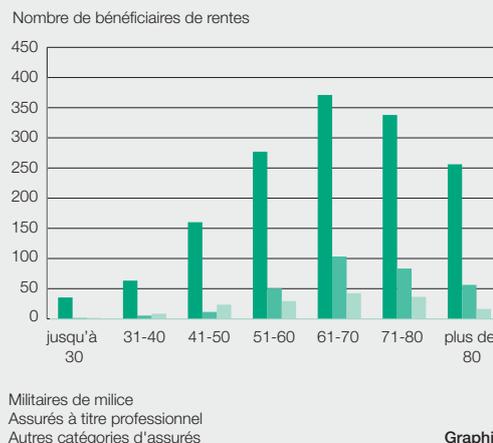
Les rentes de l'assurance militaire sont coordonnées avec les rentes des autres assurances sociales (AVS, AI, assurance-accidents). Chaque année, l'assurance militaire procède à la réduction d'environ 400 rentes en cours pour cause de surindemnisation. Il en est résulté en 2014 une économie globale de 5,5 millions de francs environ (tableau 3.9).

Effectif des bénéficiaires de rentes d'invalidité

Les rentes d'invalidité constituent, avec 49,4 millions de francs, le plus important facteur de coûts (51 % des coûts de rentes ou 26 % de l'ensemble des prestations d'assurance), quand bien même leur coût a diminué de plus de 16 % (9,6 millions

de francs) depuis 2010. La diminution du nombre des rentes d'invalidité en cours et des coûts qui en découlent est due essentiellement à la structure de l'effectif (cf. graphique 8). En effet, 40 % des bénéficiaires de rentes d'invalidité ont plus de 70 ans, dont 17 % environ ont même passé 80 ans. Trois quarts de ces rentiers sont des militaires de milice de l'armée qui ont été mis au bénéfice d'une rente en raison d'une affection contractée pendant un service militaire effectué il y a trente ou quarante ans, voire plus. Le nombre des cas de décès parmi les bénéficiaires d'une rente d'invalidité est par conséquent nettement supérieur au nombre des nouvelles rentes d'invalidité allouées. L'assurance militaire facilite par ailleurs la réinsertion dans la vie active et contribue ainsi à réduire le nombre de nouvelles rentes.

Bénéficiaires de rentes d'invalidité selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés, 2014



Deux tiers des bénéficiaires de rentes ont plus de 60 ans.

Fixations de nouvelles rentes d'invalidité

De 2010 à 2014, l'assurance militaire a alloué 159 nouvelles rentes d'invalidité (cf. tableau 3.3), parmi lesquelles plus de 30 % concernent des militaires de milice de l'armée âgés de moins de 30 ans, avec un taux d'invalidité moyen de 70 %. Ce taux est relativement élevé en comparaison avec le degré d'invalidité moyen de l'ensemble des nouvelles rentes d'invalidité octroyées (53 %). Il est dû avant tout à la part importante de rentes avec un taux d'invalidité supérieur à 90 % dans cette tranche d'âge.

S'il peut être admis que le service au cours duquel les bénéficiaires de rentes de moins de 30 ans ont contracté une affection entraînant le versement d'une rente est assez récent, tel n'est pas le cas des militaires de milice de l'armée de plus de 50 ans mis au bénéfice d'une nouvelle rente. Une maladie ou un accident survenu durant un service accompli par le passé peut aboutir au versement d'une (nouvelle) rente plusieurs années encore après ledit service. Exemple: apparition d'une gonarthrose posttraumatique vingt ans après une blessure au genou survenue lors d'un service militaire.

Dans la catégorie des militaires de carrière, la majeure partie des rentes a été allouée à des personnes âgées de 51 à 60 ans. La répartition des classes d'âges des nouveaux bénéficiaires de rentes dans la catégorie des assurés à titre professionnel n'est pas la même que celle des militaires de milice de l'armée. Cela s'explique notamment par une structure des âges très différente de la population à risque dans ces deux catégories d'assurés.

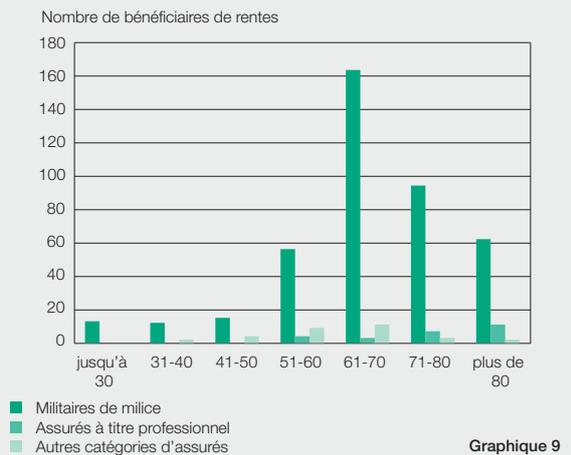
Rentes pour atteinte à l'intégrité

Une rente pour atteinte à l'intégrité est allouée si l'assuré souffre d'une atteinte notable et durable à son intégrité physique, mentale ou psychique. Le montant de la rente annuelle est fixé en pour-cent du montant annuel qui sert de base au calcul des rentes (20 940 francs depuis le 1er janvier 2009), compte tenu de la gravité de l'atteinte à l'intégrité et en fonction du taux de responsabilité de l'assurance militaire. Ces rentes octroyées en principe pour une durée indéterminée sont en règle générale capitalisées et rachetées. La raison pour laquelle le nombre de rentes en cours (471) est malgré tout huit fois supérieur au nombre de nouvelles rentes (49 en 2014) réside dans le fait que parmi les rentes en cours, plus de 400 ont été allouées selon l'ancien droit garantissant la protection des acquis et dont le rachat ne serait pas profitable aux assurés.

L'assurance militaire a dépensé 3,4 millions de francs pour financer les rentes pour atteinte à l'intégrité ou leur rachat, ce qui ne représente que 3,5 % du coût des rentes en cours. Le graphique 9 illustre, pour l'année 2014, la répartition des rentes pour atteinte à l'intégrité en cours selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés.

Le tableau 3.5 en annexe renseigne sur les nouvelles rentes pour atteinte à l'intégrité fixées du-

Bénéficiaires de rentes pour atteinte à l'intégrité selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés, 2014



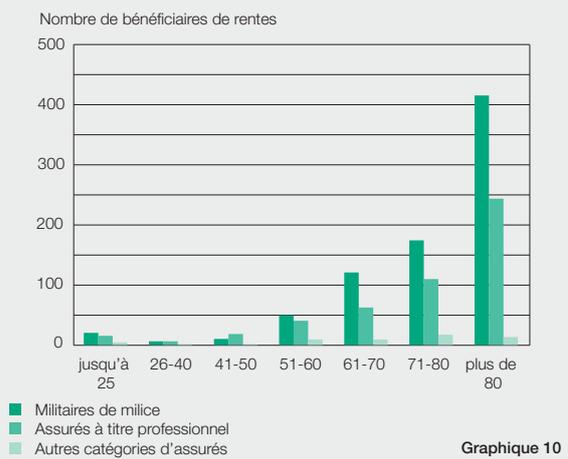
La majorité des rentes pour atteinte à l'intégrité accordées à des bénéficiaires de plus de 50 ans sont allouées selon l'ancien droit (LAM 1949) avec garantie des droits acquis. Un rachat ne serait pas profitable aux assurés.

rant les années 2010 à 2014 selon la gravité de l'atteinte à l'intégrité et l'âge des bénéficiaires. Le taux moyen de l'atteinte à l'intégrité des nouvelles rentes est de 8 %, avec très peu de variations dans les différentes classes d'âges.

Effectif des bénéficiaires de rentes de survivants

En 2014, l'assurance militaire a déboursé quelque 42 millions de francs pour des rentes de survivants, ce qui représente 43 % des coûts de rentes ou 22 % de l'ensemble des prestations d'assurance. La diminution du coût des rentes de survivants depuis 2010 (soit une baisse de 13,6 % ou de 6,6 millions de francs) est comparable à l'évolution du coût des rentes d'invalidité. La raison de cette baisse réside là aussi dans la classe d'âge des bénéficiaires de rentes (graphique 10), dont plus de 70 % (en majorité des femmes) ont plus de 70 ans. Les bénéficiaires de moins de 26 ans sont surtout des orphelins dont le droit à la rente s'éteint au plus tard à l'âge de 25 ans révolus. Dans la mesure où le nombre de nouvelles rentes de survivants devrait continuer à être inférieur à celui des rentes arrivées à terme, on peut compter avec une diminution progressive de l'effectif.

Bénéficiaires de rentes de survivants selon la classe d'âge et la catégorie d'assurés, 2014



Les bénéficiaires de moins de 26 ans sont presque exclusivement des orphelins dont la rente est supprimée à l'âge de 18 ans révolus ou de 25 ans révolus au plus en cas de formation prolongée.

Droit aux rentes de survivants

Au cours des cinq dernières années, l'assurance militaire a alloué 126 nouvelles rentes de survivants (tableau 3.7). Les nouveaux bénéficiaires de rentes étaient le conjoint ou les orphelins de militaires de milice de l'armée dans presque 50 % des cas et d'assurés à titre professionnel dans 44 % des cas. La moitié environ des nouveaux bénéficiaires de rentes étaient âgés de plus de 60 ans au moment de la fixation de la rente. Cette structure des âges ne surprend guère si l'on considère que la majeure partie des nouvelles rentes de survivants a été allouée après le décès d'assurés ayant bénéficié d'une rente d'invalidité de l'assurance militaire.

Les proches du défunt ont droit à une rente de survivants lorsque l'assuré est décédé d'une affection contractée pendant le service. Lorsque le décès ne résulte pas de l'affection assurée, l'assurance militaire peut allouer une rente dite de réversion au conjoint et aux orphelins de l'assuré qui touchait au moment de son décès une rente d'invalidité d'un minimum de 40 % depuis cinq ans si, en raison de l'invalidité de l'assuré, les autres prestations de prévoyance ordinaires faisaient défaut ou étaient diminuées de façon notable. Durant les années 2010 à 2014, 28 % des nouvelles rentes de survivants octroyées étaient des rentes de réversion. Ce type particulier de rentes allouées aux survivants explique entre autres pourquoi le nombre des rentes de survivants fixées au cours d'une année peut être nettement supérieur au nombre de décès reconnus durant la même période par l'assurance militaire (cf. tableau 2.3).

6 Prévention

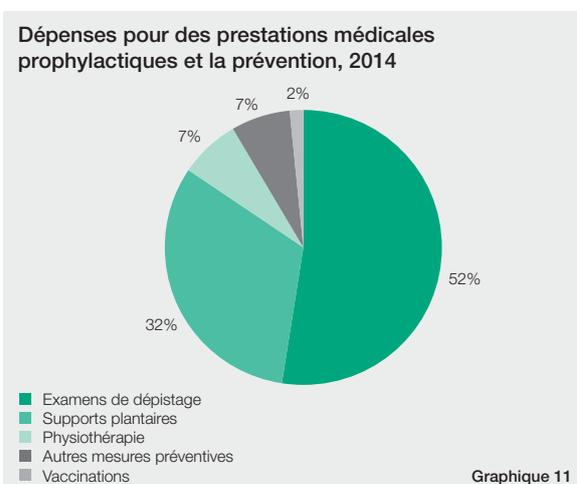
Le mandat de prévention de l'assurance militaire est défini aux art. 62 et 63 LAM. Il couvre, d'une part, l'obligation de verser des prestations pour des examens médicaux déterminés et pour certaines mesures médicales préventives et, d'autre part, l'incitation à collaborer avec des organes de l'armée, de la protection civile, du service civil et du Département fédéral des affaires étrangères DFAE chargés de la prévention des affections.

Mandat de prévention renforcé

La prévention des accidents militaires a été réorganisée en 2010. Le Centre de dommages du DDPS gère le groupe de coordination Prévention des accidents et des dommages militaires PADM. Le bpa, la Suva et l'assurance militaire sont représentés au sein du groupe en tant que partenaires externes. L'assurance militaire participe au financement, fournit des analyses statistiques et offre appui et conseils.

Examens médicaux et mesures préventives

En vertu de l'art. 63 LAM, l'assurance militaire peut, dans la mesure où l'état de santé d'un conscrit semble le justifier, prendre en charge les coûts des examens médicaux effectués avant le recrutement.



En 2014, l'assurance militaire a dépensé environ 2,3 millions de francs pour des examens médicaux préventifs et d'autres mesures prophylactiques.

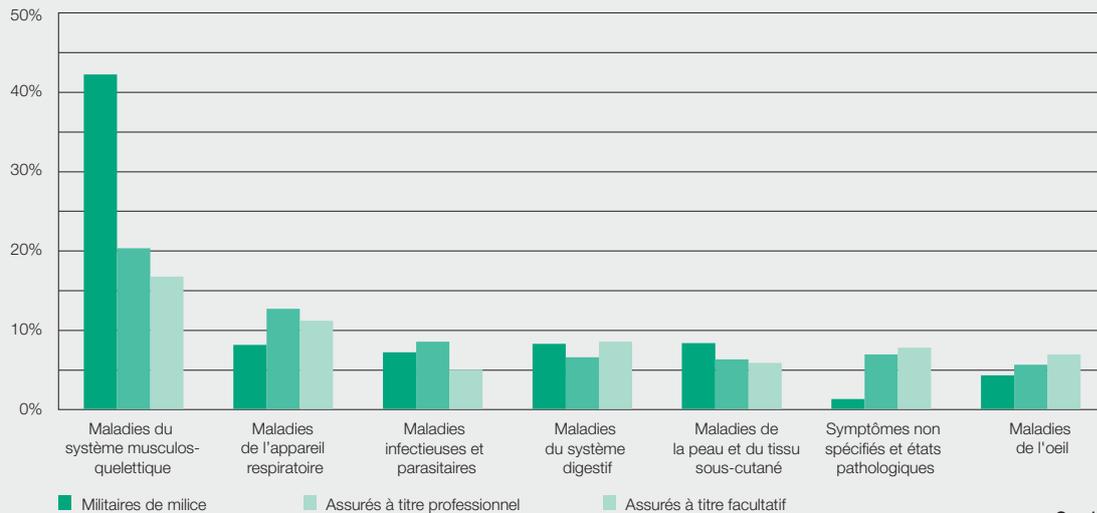
Elle peut également couvrir les frais des examens médicaux en vue de déterminer l'aptitude au service d'autres catégories d'assurés. Les tâches de prévention de l'assurance militaire comprennent la fourniture de supports plantaires et de protections auditives, les réfractométries (mesures de l'acuité visuelle) et des vaccinations ciblées (cf. graphique 11). En 2014, l'assurance militaire a par ailleurs contribué financièrement, au titre de la prévention des accidents, à l'acquisition de gilets de sécurité pour les moniteurs de tir des sociétés de tir. Ces gilets augmentent le niveau de sécurité lors des tirs en dehors du service.

En 2014, l'assurance militaire a participé aux frais de prévention à hauteur de 2,3 millions de francs, dont une part de 1,4 million a été imputée aux cas ordinaires ou simples en tant que frais de traitement, raison pour laquelle ce montant est pris en considération dans toutes les évaluations afférentes de la présente publication. Les autres dépenses ont été réglées sous forme de factures dites collectives, notamment pour des dépistages effectués dans les centres de recrutement. Ces derniers coûts n'apparaissent pas dans la présente publication.

Statistiques relatives à la prévention des maladies et des accidents

L'armée, la protection civile et le Département fédéral des affaires étrangères DFAE disposent de groupes de travail et de services chargés de la prévention des maladies et des accidents. L'assurance militaire appuie et soutient leur travail, notamment en leur procurant des données relatives aux maladies et aux accidents. Tous les cas ordinaires sont codés selon la Classification internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (CIM-10). Ladite classification permet également de procéder à une codification centralisée des causes d'accidents sur la base des circonstances de l'accident enregistrées par les gestionnaires dans les différentes agences. Les tableaux 4.1 à 4.3 illustrent les analyses relatives à ces variables statistiques pour l'ensemble de l'effectif assuré. D'autres analyses pour des catégories d'assurés ou codes CIM particuliers peuvent être effectuées sur demande.

Cas de maladies selon la catégorie d'assurés et le groupe de diagnostics ciblés, 2014



Graphique 12

Les assurés à titre professionnel, en particulier les assurés à titre facultatif, sont en moyenne nettement plus âgés que les militaires de milice de l'armée, avec pour conséquence une plus haute fréquence des maladies liées à l'âge (par ex. altérations de l'œil).

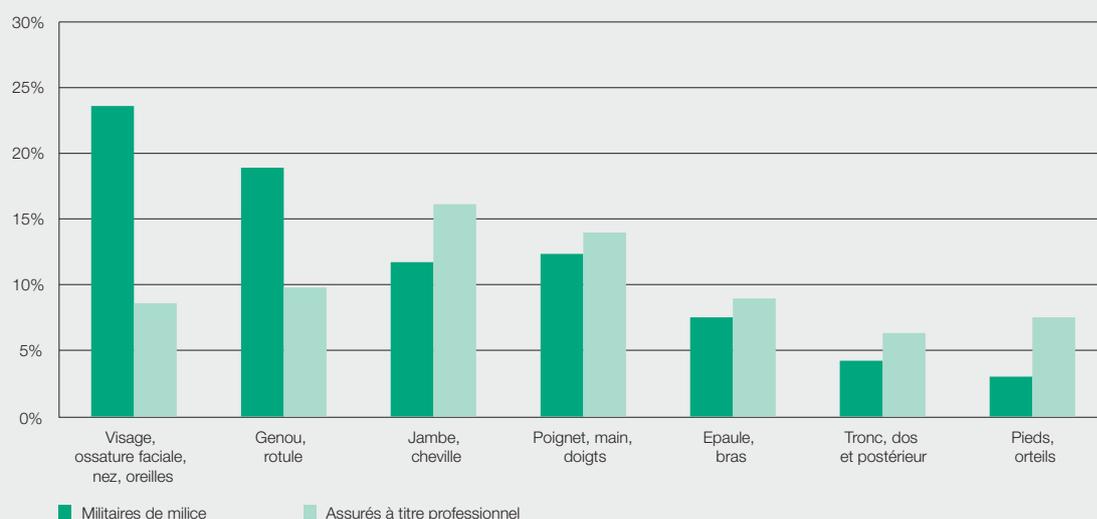
Maladies

Comme jusqu'à présent, les maladies du système musculosquelettique sont les plus fréquemment annoncées et représentent un peu moins de 24 % de l'ensemble des diagnostics de maladie (cf. tableau 4.1.1). La fréquence d'annonce la plus élevée (43 % des cas en 2014) de ces troubles a été recensée chez les militaires de milice de l'armée (graphique 12). La répartition variable des diagnostics au sein des différentes catégories d'assurés résulte essentiellement du fait que les assurés à titre professionnel et facultatif sont assurés en permanence

contre la maladie auprès de l'assurance militaire, tandis que les militaires de milice ne le sont que pendant la durée du service. Les autres catégories d'assurés n'apparaissent pas dans le graphique 12, car elles ne génèrent qu'un peu plus de 13 % des cas ordinaires de maladie.

Le tableau 4.1.2 présente les frais de traitement et les indemnités journalières selon le groupe diagnostique de maladie. Pour calculer le coût par cas, on ne peut pas mettre directement en relation les cas et les dépenses courantes, car les coûts sur une année donnée contiennent toujours aussi

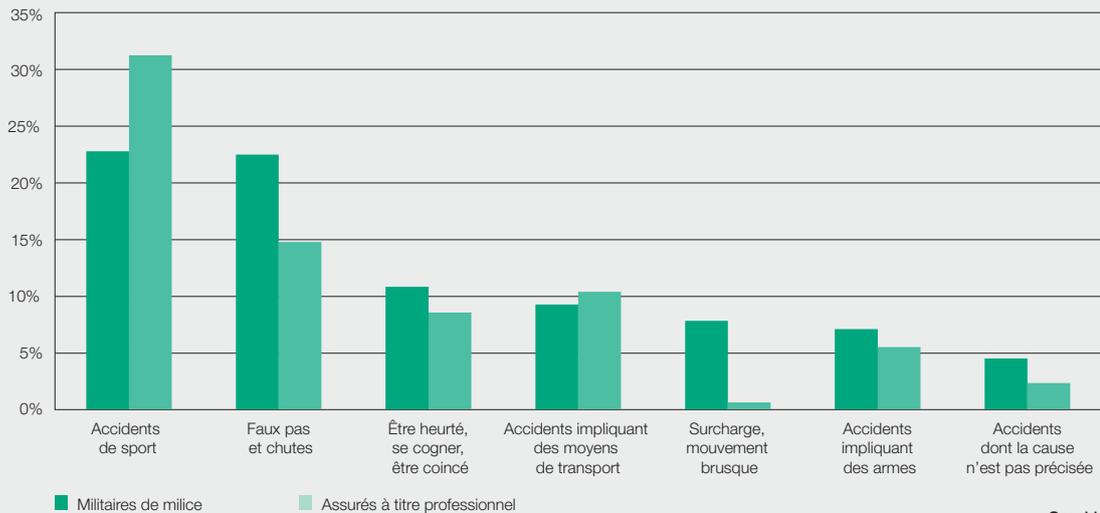
Cas d'accidents selon la catégorie d'assurés et les régions du corps ciblées, 2014



Graphique 13

Les blessures aux genoux et les lésions dentaires (notamment les fractures et les luxations) constituent les principaux groupes de lésions traumatiques chez les militaires de milice de l'armée.

Cas d'accidents selon la catégorie d'assurés et les causes de l'accident ciblées, 2014



Graphique 14

Pour les assurés à titre professionnel, l'assurance militaire couvre également les accidents de loisirs, d'où le nombre d'accidents de sport relativement plus élevé dans cette catégorie d'assurés.

des frais résultant de cas des années précédentes. Il est néanmoins possible d'identifier des groupes de cas particulièrement onéreux (notamment les affections de l'appareil circulatoire, les troubles psychiques et du comportement) et d'autres moins coûteux (notamment les affections du système respiratoire et de la peau).

Blessures par accident

Les cas d'accidents ordinaires reconnus sont présentés par type de blessure et partie du corps blessée (selon Barell et al.). Ces deux caractéristiques sont fournies par le diagnostic principal (cf. tableau 4.3.1). Près de 200 groupes de lésions possibles ont été recensés à partir de 18 parties corporelles et 11 types de blessures. Cependant, une douzaine de groupes seulement présente de l'intérêt en termes chiffrés.

Les fractures au niveau du visage (notamment les fractures dentaires) représentent le groupe le plus important avec 14 % environ de la totalité des cas, suivi par le groupe des entorses, contusions et déchirures de ligaments ou de tendons dans la région du genou (8,7 % des cas) ainsi que de la jambe et de la cheville (8,0 % des cas). Aucun autre groupe de lésions n'atteint un taux supérieur à 5 %.

Le graphique 13 montre les sept parties du corps les plus souvent touchées en 2014 chez les militaires de milice de l'armée et les assurés à titre professionnel (militaires contractuels inclus). Les lésions dentaires et les blessures au genou sont

beaucoup plus fréquentes chez les militaires de milice de l'armée que chez les assurés à titre professionnel. Ces derniers subissent en revanche davantage d'accidents entraînant des blessures au dos, aux mains et aux jambes.

La répartition inégale du type de blessures entre les deux catégories d'assurés est due en premier lieu à la diversité des activités (ou la différence en terme de fréquence et de durée de certaines activités) auxquelles chacun de ces groupes participe. Une autre cause possible de la distribution inégale des parties du corps touchées est la répartition dissemblable des classes d'âges entre les deux catégories d'assurés, ou éventuellement un comportement différent face à l'annonce des cas.

Causes d'accidents

Environ 24 % des accidents reconnus par l'assurance militaire se produisent en pratiquant une activité sportive (tableau 4.2.1; parts des militaires de milice de l'armée et des assurés à titre professionnel dans le graphique 14). D'autres causes importantes sont les chutes et les faux pas (20,5 %) et les chocs, coups ou écrasements (9,1 %).

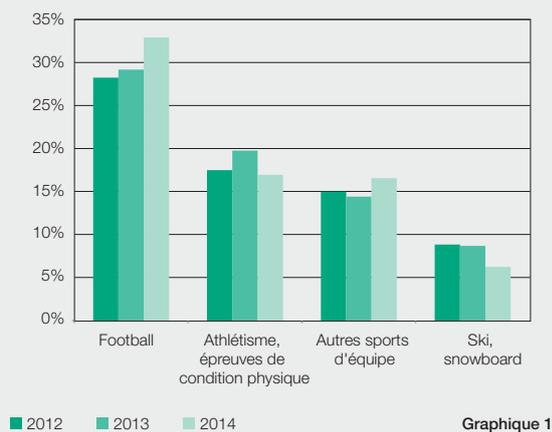
Les accidents impliquant un véhicule (à moteur), soit 10 % environ de la totalité des accidents, occasionnent des frais proportionnellement beaucoup plus élevés (tableaux 4.2.1 et 4.2.2) et sont par conséquent très onéreux. Le traitement des séquelles est en règle générale aussi plus coûteux. La part des frais générés par les accidents de la

catégorie «chocs, coups, écrasements, etc.» est en revanche nettement inférieure à la proportion correspondante de cas.

En 2014, les accidents de sport ont représenté un peu moins de 24 % de l'ensemble des accidents enregistrés pour l'effectif total de l'assurance militaire. Ce pourcentage est de 22,7 % pour les militaires de milice de l'armée et de 31,2 % pour les assurés à titre professionnel. La raison de cette différence réside peut-être dans le fait que le temps libre des militaires de milice, contrairement aux assurés à titre professionnel, n'est que partiellement couvert (congé) par l'assurance militaire.

Près de la moitié des accidents de sport surviennent dans des sports d'équipe et un peu moins de 20 % dans la pratique de l'athlétisme et lors des tests physiques de l'armée (graphique 15).

Accidents de sport chez les militaires de milice: proportion des types de sports les plus fréquents, 2012 à 2014



Graphique 15

Un peu plus de 20 % des accidents dont ont été victimes les militaires de milice de l'armée sont des accidents de sport. Parmi ceux-ci, la majorité surviennent dans des sports d'équipe.

Bibliographie

Barell, Vita et al. 2002: An introduction to the Barell body region by nature of injury diagnosis matrix. Injury Prevention 8, 91-96.

Abréviations et signes conventionnels

Abréviations

AI	Assurance invalidité
AM	Assurance militaire
AVS	Assurance vieillesse et survivants
bpa	Bureau de prévention des accidents
CIM-10	Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé
CSA	Corps suisse d'aide humanitaire
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
ISM	Système d'information de l'assurance militaire
J+S	Jeunesse + Sport
LAA	Loi fédérale sur l'assurance-accidents (du 20.03.1981)
LAM	Loi fédérale sur l'assurance militaire (du 19.06.1992)
LAMal	Loi fédérale sur l'assurance-maladie (du 18.03.1994)
OAM	Ordonnance sur l'assurance militaire (du 10.11.1993)
RpAI	Rente pour atteinte à l'intégrité
Suva	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
Swisscoy	Compagnie suisse; promotion de la paix

Signes conventionnels

– Un trait à la place d'un chiffre équivaut à zéro (néant) ou signifie que les conditions requises pour une inscription ne sont pas remplies.

0 Zéro (ou 0,0 etc.) désigne une grandeur inférieure à la moitié de la plus petite décimale ou de la plus petite unité de valeur indiquée.

Les différences éventuelles entre les totaux et la somme des valeurs individuelles sont dues à des écarts d'arrondi.

Annexe 1

Effectif assuré

1.1	Effectif assuré de 1976 à 2014	30
1.2	Effectif assuré par catégorie d'assurés	31

Effectif assuré 1976 – 2014 (catégories principales)

Année	Jours de service		Assurés à titre professionnel ²
	Militaires de milice	Membres de la protection civile ¹	
1976	11 831 537	493 229	3 615
1977	12 055 625	535 391	3 604
1978	12 574 049	568 400	3 640
1979	12 487 247	623 888	3 643
1980	12 408 384	625 537	3 638
1981	12 696 323	669 728	3 594
1982	12 810 687	761 301	3 574
1983	13 000 502	748 800	3 626
1984	13 148 572	922 632	3 631
1985	13 091 683	978 000	3 631
1986	13 273 563	1 017 800	3 619
1987	13 050 268	964 919	3 609
1988	13 005 544	901 000	3 616
1989	12 682 509	1 045 000	3 619
1990	11 993 277	1 090 700	3 607
1991	11 248 475	1 016 800	3 616
1992	10 483 646	921 227	3 634
1993	10 026 496	779 442	3 647
1994	9 213 973	680 000	3 588
1995	7 162 508	687 222	3 579
1996	7 012 325	715 552	3 480
1997	6 724 836	641 000	3 653
1998	6 512 088	566 453	3 628
1999	6 528 828	530 280	3 687
2000	6 264 351	522 085	3 631
2001	6 425 701	547 765	3 592
2002	6 328 552	516 438	4 422
2003	6 511 142	484 444	4 706
2004 ³	5 261 990	269 705	4 609
2005	6 019 542	215 539	4 351
2006	6 310 537	269 581	3 900
2007	6 565 579	358 186	4 099
2008	6 366 937	356 656	3 953
2009	6 375 549	383 284	3 989
2010	6 391 931	400 191	3 834
2011	6 237 901	395 659	3 685
2012	6 310 654	401 668	3 627
2013	6 052 376	407 969	3 614
2014	5 841 341	–	3 664

¹ Le nombre de jours de service effectués par les membres de la protection civile durant l'exercice écoulé sera connu après la clôture de rédaction seulement.

² Dès 2002, militaires contractuels inclus

³ En 2004, une école de recrues de moins a été accomplie à titre exceptionnel.

Effectif assuré

Catégorie d'assurés	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total des jours de service des miliciens	7 235 638	7 386 377	7 781 429	7 843 468	8 053 949	7 946 315	7 492 718
Militaires de milice	6 366 937	6 375 549	6 391 931	6 237 901	6 310 654	6 052 376	5 841 341
Membres de la protection civile ¹	356 656	383 284	400 191	395 659	401 668	407 969	–
Membres du service civil	397 487	531 563	878 894	1 083 604	1 179 050	1 332 420	1 492 183
Participants à des actions de maintien de la paix	87 588	65 815	73 106	82 684	113 174	102 114	117 588
Membres du CSA	26 970	30 166	37 307	43 620	49 403	51 436	41 606
Assurés à titre professionnel DDPS ²							
Assurés	3 953	3 989	3 834	3 685	3 627	3 614	3 664
Assurés à titre professionnel	2 974	3 068	3 112	3 039	2 999	2 751	2 783
Militaires contractuels	979	921	722	646	628	863	881
Jours assurés ³	1 469 490	1 449 415	1 427 698	1 372 218	1 334 440	1 321 483	1 328 235
Assurés facultatifs ²							
Assurés	1 280	1 262	1 255	1 279	1 322	1 337	1 367
Jours assurés ³	451 140	463 915	459 353	462 455	474 683	485 268	493 480
Total des jours assurés ³	9 156 268	9 299 707	9 668 479	9 678 141	9 863 072	9 753 065	–
Membres du service de milice	79 %	79 %	80 %	81 %	82 %	81 %	–
Assurés à titre professionnel DDPS	16 %	16 %	15 %	14 %	14 %	14 %	–
Assurés facultatifs	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	–

¹ Le nombre de jours de service effectués par les membres de la protection civile durant l'exercice écoulé sera connu après la clôture de rédaction seulement.

² Etat au 31 décembre de l'exercice

³ L'estimation du nombre de jours assurés se base sur la valeur moyenne de l'année présente et précédente, vu que le nombre de personnes est disponible avec l'état à la fin de l'année.

Annexe 2

Nombre et coûts des cas

2.1	Nombre et coûts des cas de 1976 à 2014	34
2.2	Nombre et coûts des cas par catégorie d'assurés	35
2.3	Nombre des cas de maladies et d'accidents	36
2.3.1	Nombre des cas de maladies	37
2.3.2	Nombre des cas d'accidents	38
2.4	Coûts, tous les cas	39
2.4.1	Coûts, cas de maladies	40
2.4.2	Coûts, cas d'accidents	41
2.5	Développement des coûts	42
2.6	Coûts selon le genre de prestation	44
2.7	Répartition des coûts	45

Nombre et coûts des cas 1976–2014

Année	Nouveaux cas enregistrés		Cas de rentes courants			Prestations d'assurance en 1000 CHF			
	Cas ordinaires	Cas simples ¹	Rentes d'invalidité ²	Rentes pour atteinte à l'intégrité	Rentes de survivants	Total	dont		
							frais de traitement	indemnité journalière ³	coûts des rentes
1976	31 923	–	6 217	495	2 961	158 045	26 500	32 274	99 271
1977	29 991	–	6 255	540	2 913	157 272	26 837	30 205	100 230
1978	29 450	–	6 220	583	2 879	156 280	25 789	29 966	100 526
1979	29 552	–	6 154	607	2 851	157 503	27 065	30 158	100 280
1980	29 344	–	6 163	654	2 795	164 708	26 000	30 500	108 208
1981	29 674	–	6 067	670	2 781	169 003	29 000	30 200	109 803
1982	29 971	–	5 990	696	2 735	183 218	30 300	31 427	121 490
1983	30 889	–	5 807	734	2 668	189 344	32 000	36 000	121 344
1984	30 573	–	5 602	781	2 661	206 080	37 513	35 473	133 095
1985	31 479	–	5 375	773	2 619	203 140	35 820	36 611	130 709
1986	31 650	–	5 262	747	2 564	212 571	39 800	36 537	136 234
1987	34 906	–	5 497	973	2 648	222 025	37 633	37 600	146 791
1988	33 686	–	5 186	859	2 610	218 329	44 374	38 400	135 554
1989	31 744	–	4 970	787	2 595	215 227	49 550	39 284	126 392
1990	31 422	–	4 815	773	2 537	226 465	52 000	40 294	134 171
1991	29 200	–	4 529	684	2 436	231 919	57 941	41 300	132 678
1992	29 929	–	4 567	755	2 456	245 320	55 533	44 500	145 287
1993	28 230	–	4 425	738	2 417	258 457	62 097	43 711	152 649
1994	22 772	–	4 330	731	2 468	243 986	51 589	42 149	150 249
1995	16 979	–	4 236	770	2 447	238 239	46 484	35 355	156 400
1996	16 327	–	4 121	764	2 403	234 775	44 178	35 969	154 628
1997	16 816	–	3 314	785	2 357	237 740	45 541	32 203	159 996
1998	16 622	–	3 250	720	2 337	232 216	44 000	31 000	157 215
1999	16 263	27 645	3 201	727	2 272	219 255	38 768	29 090	151 397
2000	16 509	27 444	3 131	734	2 224	218 138	41 758	28 503	147 878
2001	16 387	25 464	3 044	727	2 173	225 969	46 419	32 045	147 505
2002	17 185	26 373	2 997	735	2 108	232 659	48 574	36 266	147 818
2003	16 925	23 012	2 908	688	2 038	228 418	50 401	35 302	142 714
2004	15 805	18 610	2 832	663	1 981	215 109	49 614	30 151	135 344
2005	15 197	19 405	2 751	647	1 918	211 725	50 358	28 559	132 808
2006	15 019	17 825	2 644	607	1 847	206 386	49 295	29 534	127 558
2007	13 940	18 579	2 573	606	1 771	204 961	51 570	27 915	125 477
2008	14 545	20 081	2 453	590	1 718	202 273	53 892	26 985	121 396
2009	14 537	21 593	2 357	572	1 627	201 485	55 320	27 833	118 332
2010	14 558	21 336	2 285	569	1 589	200 734	57 681	28 289	114 764
2011	14 388	23 705	2 207	545	1 527	197 025	57 569	28 099	111 358
2012	14 267	23 295	2 133	531	1 464	194 848	59 462	28 468	106 918
2013	14 392	24 651	2 043	498	1 410	195 146	64 794	27 885	102 467
2014	14 412	24 772	1 964	471	1 337	188 424	64 937	26 863	96 624

¹ Les cas simples apparaissent dès l'année 1999.

² Pour la première fois, les indemnités pour les soins et les allocations pour impotent ne sont plus affectées aux rentes d'invalidité, mais constituent désormais une propre catégorie sous la rubrique «Allocations et indemnités». Cette réaffectation est corrigée de manière rétroactive à partir de 2001.

³ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Nombre et coûts des cas 2014

Tous les cas

Catégorie d'assurés	Nouveaux cas enregistrés			Coûts courants en 1000 CHF			
	Total	dont		Total	dont		
		cas simples	cas ordinaires		frais de traitement	indemnité journalière ¹	coûts des rentes
Total	39 184	24 772	14 412	188 424	64 937	26 863	96 624
Militaires de milice	23 033	18 477	4 556	111 135	32 781	17 076	61 278
Membres de la protection civile	1 445	787	658	5 182	1 420	897	2 865
Membres du service civil	6 214	5 508	706	5 716	4 686	922	108
Assurés à titre professionnel	4 837	–	4 837	48 774	12 342	6 737	29 696
Militaires contractuels	757	–	757	1 643	1 212	340	91
Assurés facultatifs	2 181	–	2 181	10 913	10 766	30	117
Participants à des actions de maintien de la paix	395	–	395	1 094	444	533	116
Membres du CSA	284	–	284	777	332	151	295
Autres ²	38	–	38	3 189	955	177	2 057

Cas de maladies

Catégorie d'assurés	Nouveaux cas enregistrés			Coûts courants en 1000 CHF			
	Total	dont		Total	dont		
		cas simples	cas ordinaires		frais de traitement	indemnité journalière ¹	coûts des rentes
Total	28 873	18 745	10 128	111 044	41 763	12 958	56 323
Militaires de milice	15 891	13 876	2 015	53 004	16 268	6 080	30 655
Membres de la protection civile	897	543	354	2 008	378	259	1 371
Membres du service civil	4 710	4 326	384	3 299	2 901	370	27
Assurés à titre professionnel	4 148	–	4 148	39 696	10 787	5 442	23 467
Militaires contractuels	601	–	601	997	751	210	36
Assurés facultatifs	2 007	–	2 007	10 128	9 982	28	117
Participants à des actions de maintien de la paix	332	–	332	833	327	422	85
Membres du CSA	271	–	271	736	317	125	295
Autres ²	16	–	16	343	52	21	270

Cas d'accidents

Catégorie d'assurés	Nouveaux cas enregistrés			Coûts courants en 1000 CHF			
	Total	dont		Total	dont		
		cas simples	cas ordinaires		frais de traitement	indemnité journalière ¹	coûts des rentes
Total	10 311	6 027	4 284	77 380	23 174	13 905	40 301
Militaires de milice	7 142	4 601	2 541	58 131	16 512	10 996	30 623
Membres de la protection civile	548	244	304	3 174	1 042	638	1 494
Membres du service civil	1 504	1 182	322	2 417	1 784	552	81
Assurés à titre professionnel	689	–	689	9 079	1 555	1 295	6 229
Militaires contractuels	156	–	156	646	460	130	55
Assurés facultatifs	174	–	174	785	783	2	–
Participants à des actions de maintien de la paix	63	–	63	261	118	112	32
Membres du CSA	13	–	13	41	15	26	–
Autres ²	22	–	22	2 846	904	156	1 787

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

² Anciens assurés J+S inclus

Nombre de cas de maladies et d'accidents

Total

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	34 602	19 405	15 197	13 963	2 698	67	104	35	38
2006	32 844	17 825	15 019	13 057	2 591	50	82	37	34
2007	32 519	18 579	13 940	12 222	2 499	74	82	40	28
2008	34 626	20 081	14 545	12 836	2 659	29	90	28	30
2009	36 130	21 593	14 537	13 045	2 723	36	84	33	22
2010	35 894	21 336	14 558	13 077	2 767	33	98	41	28
2011	38 093	23 705	14 388	12 848	2 628	27	78	38	20
2012	37 562	23 295	14 267	12 862	2 520	46	78	37	27
2013	39 043	24 651	14 392	12 806	2 544	25	66	36	33
2014	39 184	24 772	14 412	12 856	–	28	59	28	18

Militaires de milice

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	23 866	18 282	5 584	4 797	1 440	49	84	12	21
2006	22 663	16 656	6 007	4 787	1 454	32	67	14	16
2007	23 009	17 202	5 807	4 664	1 447	52	60	15	14
2008	24 133	18 241	5 892	4 743	1 508	26	66	11	16
2009	24 829	19 464	5 365	4 440	1 515	21	67	17	15
2010	23 869	18 162	5 707	4 736	1 562	26	78	10	17
2011	24 805	19 298	5 507	4 495	1 542	22	67	17	9
2012	23 967	18 704	5 263	4 386	1 409	36	60	14	14
2013	23 732	19 038	4 694	3 708	1 292	21	49	10	16
2014	23 033	18 477	4 556	3 604	–	22	39	10	5

Assurés à titre professionnel⁷

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	7 073	–	7 073	6 771	1 003	10	12	16	14
2006	6 390	–	6 390	5 817	894	15	6	16	18
2007	5 437	–	5 437	5 041	789	13	9	12	10
2008	5 741	–	5 741	5 404	861	–	15	9	13
2009	5 988	–	5 988	5 656	924	9	11	5	3
2010	5 544	–	5 544	5 262	873	4	10	17	7
2011	5 348	–	5 348	5 072	773	3	4	8	7
2012	5 303	–	5 303	5 055	742	4	9	12	13
2013	5 640	–	5 640	5 355	858	1	3	16	16
2014	5 594	–	5 594	5 354	–	5	7	11	13

Autres

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	3 663	1 123	2 540	2 395	255	8	8	7	3
2006	3 791	1 169	2 622	2 453	243	3	9	7	–
2007	4 073	1 377	2 696	2 517	263	9	13	13	4
2008	4 752	1 840	2 912	2 689	290	3	9	8	1
2009	5 313	2 129	3 184	2 949	284	6	6	11	4
2010	6 481	3 174	3 307	3 079	332	3	10	14	4
2011	7 940	4 407	3 533	3 281	313	2	7	13	4
2012	8 292	4 591	3 701	3 421	369	6	9	11	–
2013	9 671	5 613	4 058	3 743	394	3	14	10	1
2014	10 557	6 295	4 262	3 898	–	1	13	7	–

¹ Les cas simples sont reconnus d'office.

² Cas entraînant le versement d'indemnités journalières au cours de l'année de l'enregistrement et/ou de l'année suivante

³ Rentes de reclassement incluses

⁴ Rentes pour atteinte à l'intégrité

⁵ La majeure partie des cas de décès reconnus concernent des personnes de milice ou des assurés à titre professionnel qui ne sont plus en service et décédés d'une affection contractée pendant le service.

⁶ Le nombre de rentes de survivants fixées en une année peut être supérieur au nombre de cas de décès reconnus au cours de la même année. La raison principale en est l'octroi de rentes de réversion qui ne présupposent pas un décès reconnu.

⁷ Militaires contractuels inclus

Nombre de cas de maladies

Total

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	25 782	14 703	11 079	10 031	1 532	36	45	28	25
2006	23 777	13 291	10 486	8 843	1 374	28	39	29	24
2007	23 104	13 672	9 432	8 071	1 242	36	23	30	15
2008	24 491	14 602	9 889	8 623	1 365	6	34	22	19
2009	25 812	15 790	10 022	8 884	1 445	21	31	20	12
2010	25 128	15 090	10 038	8 968	1 382	22	34	34	23
2011	27 139	17 119	10 020	8 882	1 334	12	22	32	18
2012	27 112	16 977	10 135	9 079	1 291	18	23	26	19
2013	28 491	18 370	10 121	8 927	1 297	8	19	32	22
2014	28 873	18 745	10 128	8 965	–	12	21	23	14

Militaires de milice

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	16 979	13 889	3 090	2 466	614	25	33	8	10
2006	15 530	12 455	3 075	2 092	565	11	31	11	13
2007	15 455	12 651	2 804	1 954	520	22	13	9	4
2008	16 061	13 247	2 814	2 031	569	5	20	8	11
2009	16 745	14 199	2 546	1 896	596	10	22	8	7
2010	15 550	12 726	2 824	2 189	571	16	21	7	12
2011	16 570	13 810	2 760	2 069	605	9	17	13	8
2012	16 233	13 534	2 699	2 087	525	12	13	8	13
2013	16 219	14 108	2 111	1 433	445	7	13	10	14
2014	15 891	13 876	2 015	1 369	–	6	9	6	4

Assurés à titre professionnel⁷

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	5 939	–	5 939	5 642	777	8	8	13	14
2006	5 306	–	5 306	4 786	690	15	5	12	11
2007	4 492	–	4 492	4 123	593	10	7	10	8
2008	4 764	–	4 764	4 461	652	–	11	6	8
2009	4 923	–	4 923	4 626	716	8	8	3	3
2010	4 602	–	4 602	4 346	668	4	8	15	7
2011	4 470	–	4 470	4 219	587	3	3	8	6
2012	4 497	–	4 497	4 270	571	4	6	8	6
2013	4 772	–	4 772	4 510	666	1	1	13	7
2014	4 749	–	4 749	4 533	–	5	7	10	10

Autres

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	2 864	814	2 050	1 923	141	3	4	7	1
2006	2 941	836	2 105	1 965	119	2	3	6	–
2007	3 157	1 021	2 136	1 994	129	4	3	11	3
2008	3 666	1 355	2 311	2 131	144	1	3	8	–
2009	4 144	1 591	2 553	2 362	133	3	1	9	2
2010	4 976	2 364	2 612	2 433	143	2	5	12	4
2011	6 099	3 309	2 790	2 594	142	–	2	11	4
2012	6 382	3 443	2 939	2 722	195	2	4	10	–
2013	7 500	4 262	3 238	2 984	186	–	5	9	1
2014	8 233	4 869	3 364	3 063	–	1	5	7	–

¹ Les cas simples sont reconnus d'office.

² Cas entraînant le versement d'indemnités journalières au cours de l'année de l'enregistrement et/ou de l'année suivante

³ Rentes de reclassement incluses

⁴ Rentes pour atteinte à l'intégrité

⁵ La majeure partie des cas de décès reconnus concernent des personnes de milice ou des assurés à titre professionnel qui ne sont plus en service et décédés d'une affection contractée pendant le service.

⁶ Le nombre de rentes de survivants fixées en une année peut être supérieur au nombre de cas de décès reconnus au cours de la même année. La raison principale en est l'octroi de rentes de réversion qui ne présupposent pas un décès reconnu.

⁷ Militaires contractuels inclus

Nombre de cas d'accidents

Total

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	8 820	4 702	4 118	3 932	1 166	31	59	7	13
2006	9 067	4 534	4 533	4 214	1 217	22	43	8	10
2007	9 415	4 907	4 508	4 151	1 257	38	59	10	13
2008	10 135	5 479	4 656	4 213	1 294	23	56	6	11
2009	10 318	5 803	4 515	4 161	1 278	15	53	13	10
2010	10 766	6 246	4 520	4 109	1 385	11	64	7	5
2011	10 954	6 586	4 368	3 966	1 294	15	56	6	2
2012	10 450	6 318	4 132	3 783	1 229	28	55	11	8
2013	10 552	6 281	4 271	3 879	1 247	17	47	4	11
2014	10 311	6 027	4 284	3 891	–	16	38	5	4

Militaires de milice

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	6 887	4 393	2 494	2 331	826	24	51	4	11
2006	7 133	4 201	2 932	2 695	889	21	36	3	3
2007	7 554	4 551	3 003	2 710	927	30	47	6	10
2008	8 072	4 994	3 078	2 712	939	21	46	3	5
2009	8 084	5 265	2 819	2 544	919	11	45	9	8
2010	8 319	5 436	2 883	2 547	991	10	57	3	5
2011	8 235	5 488	2 747	2 426	937	13	50	4	1
2012	7 734	5 170	2 564	2 299	884	24	47	6	1
2013	7 513	4 930	2 583	2 275	847	14	36	–	2
2014	7 142	4 601	2 541	2 235	–	16	30	4	1

Assurés à titre professionnel⁷

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	1 134	–	1 134	1 129	226	2	4	3	–
2006	1 084	–	1 084	1 031	204	–	1	4	7
2007	945	–	945	918	196	3	2	2	2
2008	977	–	977	943	209	–	4	3	5
2009	1 065	–	1 065	1 030	208	1	3	2	–
2010	942	–	942	916	205	–	2	2	–
2011	878	–	878	853	186	–	1	–	1
2012	806	–	806	785	171	–	3	4	7
2013	868	–	868	845	192	–	2	3	9
2014	845	–	845	821	–	–	–	1	3

Autres

Année	Nouveaux cas enregistrés	Cas simples ¹	Cas ordinaires			Rentes d'invalidité fixées ³	RpAI ⁴ fixées et indemnités	Cas de décès reconnus ⁵	Rentes de survivants fixées ⁶
			Total	reconnus	avec indemnité journalière ²				
2005	799	309	490	472	114	5	4	–	2
2006	850	333	517	488	124	1	6	1	–
2007	916	356	560	523	134	5	10	2	1
2008	1 086	485	601	558	146	2	6	–	1
2009	1 169	538	631	587	151	3	5	2	2
2010	1 505	810	695	646	189	1	5	2	–
2011	1 841	1 098	743	687	171	2	5	2	–
2012	1 910	1 148	762	699	174	4	5	1	–
2013	2 171	1 351	820	759	208	3	9	1	–
2014	2 324	1 426	898	835	–	–	8	–	–

¹ Les cas simples sont reconnus d'office.

² Cas entraînant le versement d'indemnités journalières au cours de l'année de l'enregistrement et/ou de l'année suivante

³ Rentes de reclassement incluses

⁴ Rentes pour atteinte à l'intégrité

⁵ La majeure partie des cas de décès reconnus concernent des personnes de milice ou des assurés à titre professionnel qui ne sont plus en service et décédés d'une affection contractée pendant le service.

⁶ Le nombre de rentes de survivants fixées en une année peut être supérieur au nombre de cas de décès reconnus au cours de la même année. La raison principale en est l'octroi de rentes de réversion qui ne présupposent pas un décès reconnu.

⁷ Militaires contractuels inclus

Coûts, tous les cas

Total

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	211 725	50 358	6 408	43 949	28 559	70 310	8 306	54 191
2006	206 386	49 295	6 230	43 064	29 534	66 800	8 597	52 161
2007	204 961	51 570	7 122	44 448	27 915	65 944	7 576	51 957
2008	202 273	53 892	7 958	45 934	26 985	63 340	7 769	50 288
2009	201 485	55 320	8 529	46 791	27 833	62 082	6 845	49 405
2010	200 734	57 681	8 487	49 193	28 289	59 087	7 333	48 344
2011	197 025	57 569	9 578	47 990	28 099	57 591	6 409	47 358
2012	194 848	59 462	10 259	49 203	28 468	54 196	7 091	45 630
2013	195 146	64 794	11 615	53 179	27 885	51 947	6 500	44 020
2014	188 424	64 937	11 357	53 579	26 863	49 416	5 529	41 679

Militaires de milice

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	131 885	28 506	6 146	22 360	16 702	48 038	6 810	31 829
2006	128 472	28 189	5 925	22 264	17 860	45 322	6 791	30 311
2007	127 785	30 194	6 672	23 521	17 611	44 170	5 727	30 084
2008	126 571	32 178	7 355	24 824	17 736	42 399	5 458	28 800
2009	125 390	32 121	7 821	24 300	18 364	41 578	5 161	28 166
2010	123 215	31 781	7 416	24 366	18 749	39 560	5 544	27 581
2011	120 918	31 680	8 048	23 632	18 627	38 502	5 082	27 026
2012	118 055	31 847	8 557	23 290	18 639	36 249	5 122	26 198
2013	116 750	34 252	9 337	24 915	17 558	34 788	5 000	25 153
2014	111 135	32 781	8 647	24 134	17 076	33 724	3 933	23 621

Assurés à titre professionnel⁴

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	63 758	14 107	1	14 106	9 292	18 573	711	21 074
2006	60 718	12 849	3	12 847	8 675	17 746	847	20 601
2007	59 758	12 931	0	12 931	7 352	17 868	1 032	20 575
2008	57 275	12 026	–	12 026	6 658	17 224	1 427	19 940
2009	56 645	12 452	–	12 452	6 824	16 777	848	19 744
2010	56 464	13 263	–	13 263	7 084	16 043	860	19 214
2011	53 835	12 335	1	12 334	6 652	15 527	607	18 713
2012	53 259	13 309	–	13 309	7 037	14 374	752	17 787
2013	52 466	13 330	–	13 330	7 726	13 644	470	17 296
2014	50 417	13 554	–	13 554	7 077	12 404	709	16 674

Autres

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	16 083	7 745	261	7 484	2 565	3 699	786	1 288
2006	17 197	8 257	303	7 954	2 999	3 732	960	1 250
2007	17 418	8 445	450	7 995	2 951	3 907	817	1 298
2008	18 427	9 688	603	9 085	2 591	3 717	884	1 548
2009	19 451	10 747	707	10 039	2 646	3 727	836	1 496
2010	21 055	12 637	1 072	11 565	2 455	3 485	929	1 549
2011	22 273	13 553	1 530	12 024	2 819	3 562	720	1 618
2012	23 535	14 306	1 702	12 604	2 792	3 574	1 217	1 646
2013	25 931	17 213	2 278	14 935	2 601	3 515	1 030	1 571
2014	26 872	18 602	2 710	15 892	2 710	3 289	887	1 384

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses² Rentes pour atteinte à l'intégrité³ Réparations pour tort moral incluses⁴ Militaires contractuels inclus

Coûts, cas de maladies

Total

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	131 960	34 368	4 724	29 644	16 104	41 244	3 201	37 042
2006	125 888	32 362	4 491	27 871	14 887	39 895	3 269	35 476
2007	123 448	33 691	5 094	28 596	13 629	38 782	2 485	34 861
2008	120 731	34 392	5 604	28 788	12 911	36 613	3 385	33 430
2009	119 609	35 874	6 088	29 786	12 712	35 432	2 747	32 843
2010	118 844	37 466	5 808	31 658	12 938	33 629	2 871	31 940
2011	117 181	37 935	6 638	31 297	13 121	32 845	2 345	30 935
2012	115 688	39 922	7 207	32 715	13 210	30 924	2 243	29 389
2013	115 150	42 439	8 228	34 211	13 056	29 473	1 887	28 295
2014	111 044	41 763	8 139	33 623	12 958	27 923	1 981	26 419

Militaires de milice

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	69 980	16 528	4 537	11 991	7 330	23 290	2 411	20 422
2006	65 566	14 900	4 278	10 621	6 476	22 484	2 416	19 290
2007	64 168	16 048	4 774	11 274	6 619	21 277	1 516	18 708
2008	64 222	17 461	5 162	12 299	7 040	19 748	2 151	17 822
2009	62 092	16 956	5 567	11 390	6 794	19 026	1 882	17 433
2010	60 754	17 070	5 049	12 021	6 696	18 202	1 907	16 879
2011	59 645	17 136	5 562	11 574	6 786	17 646	1 719	16 358
2012	58 019	17 513	6 006	11 507	6 609	16 704	1 518	15 675
2013	55 974	17 587	6 613	10 974	6 009	15 990	1 277	15 110
2014	53 004	16 268	6 209	10 059	6 080	15 581	1 079	13 995

Assurés à titre professionnel⁴

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	52 464	12 135	1	12 134	7 247	16 668	527	15 886
2006	49 736	11 092	3	11 089	6 564	16 040	567	15 473
2007	48 969	11 308	0	11 308	5 347	16 112	813	15 389
2008	46 247	10 204	-	10 204	4 602	15 602	1 029	14 811
2009	45 699	10 681	-	10 681	4 714	15 114	671	14 519
2010	45 544	11 286	-	11 286	5 074	14 355	695	14 134
2011	43 602	10 507	1	10 506	5 001	14 041	460	13 593
2012	43 182	11 636	-	11 636	5 270	13 016	557	12 703
2013	42 237	11 523	-	11 523	5 867	12 355	308	12 184
2014	40 693	11 538	-	11 538	5 652	11 289	640	11 573

Autres

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	9 515	5 705	187	5 518	1 527	1 286	263	735
2006	10 587	6 371	210	6 161	1 846	1 370	286	714
2007	10 310	6 334	320	6 014	1 664	1 393	155	764
2008	10 263	6 728	442	6 286	1 270	1 263	205	797
2009	11 817	8 237	521	7 716	1 204	1 292	194	891
2010	12 546	9 111	759	8 352	1 168	1 071	270	926
2011	13 934	10 292	1 075	9 217	1 335	1 158	166	984
2012	14 487	10 773	1 201	9 572	1 331	1 204	168	1 011
2013	16 939	13 328	1 615	11 713	1 180	1 128	302	1 001
2014	17 347	13 956	1 930	12 027	1 225	1 053	261	851

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses² Rentes pour atteinte à l'intégrité³ Réparations pour tort moral incluses⁴ Militaires contractuels inclus

Coûts, cas d'accidents

Total

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	79 766	15 990	1 684	14 306	12 455	29 066	5 105	17 149
2006	80 498	16 933	1 740	15 193	14 647	26 905	5 328	16 685
2007	81 514	17 879	2 028	15 851	14 285	27 162	5 091	17 095
2008	81 542	19 500	2 354	17 146	14 074	26 727	4 384	16 858
2009	81 877	19 446	2 441	17 005	15 121	26 650	4 098	16 562
2010	81 890	20 214	2 679	17 535	15 352	25 459	4 461	16 404
2011	79 844	19 634	2 941	16 693	14 978	24 747	4 064	16 423
2012	79 160	19 541	3 053	16 488	15 258	23 272	4 849	16 241
2013	79 996	22 355	3 387	18 968	14 829	22 474	4 613	15 725
2014	77 380	23 174	3 218	19 956	13 905	21 493	3 548	15 260

Militaires de milice

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	61 904	11 978	1 609	10 369	9 372	24 749	4 399	11 407
2006	62 906	13 289	1 646	11 643	11 384	22 837	4 375	11 021
2007	63 617	14 145	1 899	12 247	10 992	22 893	4 211	11 375
2008	62 349	14 717	2 193	12 525	10 696	22 651	3 306	10 979
2009	63 298	15 165	2 255	12 910	11 569	22 552	3 279	10 733
2010	62 461	14 712	2 367	12 345	12 053	21 358	3 637	10 702
2011	61 272	14 544	2 486	12 058	11 841	20 855	3 363	10 668
2012	60 036	14 334	2 552	11 783	12 030	19 545	3 604	10 522
2013	60 776	16 664	2 724	13 941	11 549	18 797	3 723	10 043
2014	58 131	16 512	2 437	14 075	10 996	18 143	2 855	9 625

Assurés à titre professionnel⁴

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	11 294	1 972	–	1 972	2 045	1 905	184	5 188
2006	10 982	1 758	–	1 758	2 111	1 706	280	5 128
2007	10 789	1 623	–	1 623	2 005	1 756	219	5 186
2008	11 028	1 822	–	1 822	2 057	1 621	399	5 129
2009	10 945	1 771	–	1 771	2 110	1 662	177	5 225
2010	10 921	1 977	–	1 977	2 011	1 688	166	5 079
2011	10 233	1 828	–	1 828	1 652	1 486	147	5 120
2012	10 077	1 673	–	1 673	1 767	1 358	195	5 084
2013	10 229	1 807	–	1 807	1 859	1 290	162	5 112
2014	9 724	2 015	–	2 015	1 425	1 114	68	5 101

Autres

Exercice	Coûts en 1000 CHF							
	Total	Frais de traitement			Indemnité journalière ¹	Prestations de rentes		
		Total	Cas simples	Cas ordinaires		Rentes d'invalidité	RpAI ² et indemnisations	Rentes de survivants ³
2005	6 567	2 040	75	1 966	1 038	2 413	523	554
2006	6 610	1 886	93	1 793	1 153	2 361	674	536
2007	7 108	2 110	130	1 981	1 288	2 514	661	535
2008	8 165	2 960	161	2 799	1 321	2 454	679	750
2009	7 633	2 509	186	2 323	1 442	2 435	643	605
2010	8 509	3 526	313	3 213	1 288	2 413	659	623
2011	8 339	3 261	455	2 807	1 485	2 405	554	634
2012	9 047	3 533	501	3 032	1 461	2 369	1 049	635
2013	8 991	3 885	663	3 221	1 421	2 387	729	570
2014	9 524	4 646	780	3 866	1 485	2 235	625	533

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses² Rentes pour atteinte à l'intégrité³ Réparations pour tort moral incluses⁴ Militaires contractuels inclus

Développement des coûts, tous les cas, en valeur absolue

Année de l'enregistrement	Total des coûts en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
< 2005	179 021	157 454	147 687	138 725	133 981	126 336	120 627	113 382	107 529	100 050	< 2005
2005	32 704	16 591	5 269	3 634	2 871	2 518	2 556	2 262	2 065	1 925	2005
2006	-	32 341	17 327	6 387	4 386	3 740	2 825	2 479	2 127	1 957	2006
2007	-	-	34 678	16 328	5 729	4 880	3 678	3 711	2 524	2 426	2007
2008	-	-	-	37 200	16 692	5 991	4 140	3 734	3 420	2 513	2008
2009	-	-	-	-	37 826	18 660	6 512	4 128	3 504	3 117	2009
2010	-	-	-	-	-	38 610	18 781	6 264	4 213	3 498	2010
2011	-	-	-	-	-	-	37 905	20 062	6 808	4 872	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	38 827	21 012	5 734	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	41 945	20 832	2013
2014	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41 498	2014
Total	211 725	206 386	204 961	202 273	201 485	200 734	197 025	194 848	195 146	188 424	Total

Année de l'enregistrement	Frais de traitement en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
< 2005	29 267	20 111	17 762	16 214	15 603	14 481	13 154	11 863	11 955	10 941	< 2005
2005	21 090	8 553	2 371	1 514	1 169	1 051	1 198	933	943	666	2005
2006	-	20 631	9 217	3 051	1 988	1 787	1 561	1 172	1 062	862	2006
2007	-	-	22 220	9 328	2 537	2 264	1 554	1 650	1 277	1 378	2007
2008	-	-	-	23 785	9 793	2 890	1 931	1 826	1 515	1 086	2008
2009	-	-	-	-	24 230	11 023	3 134	1 911	1 664	1 539	2009
2010	-	-	-	-	-	24 185	10 927	2 978	1 511	1 350	2010
2011	-	-	-	-	-	-	24 111	11 342	3 070	1 829	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	25 788	13 181	3 037	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	28 614	13 525	2013
2014	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28 724	2014
Total	50 358	49 295	51 570	53 892	55 320	57 681	57 569	59 462	64 794	64 937	Total

Année de l'enregistrement	Indemnité journalière ¹ en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
< 2005	17 012	10 578	6 543	4 424	3 405	2 713	2 343	2 078	1 677	1 639	< 2005
2005	11 548	7 548	2 037	1 102	721	465	392	354	297	330	2005
2006	-	11 408	7 366	2 245	1 451	949	504	475	342	182	2006
2007	-	-	11 969	6 132	2 521	1 573	989	722	451	275	2007
2008	-	-	-	13 083	6 275	1 952	1 106	760	564	490	2008
2009	-	-	-	-	13 460	6 827	2 453	1 376	1 109	743	2009
2010	-	-	-	-	-	13 811	6 834	2 424	1 351	1 029	2010
2011	-	-	-	-	-	-	13 478	7 563	2 116	1 547	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	12 716	7 020	1 717	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	12 957	6 371	2013
2014	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12 539	2014
Total	28 559	29 534	27 915	26 985	27 833	28 289	28 099	28 468	27 885	26 863	Total

Année de l'enregistrement	Prestations de rentes en 1000 CHF										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
< 2005	132 742	126 766	123 381	118 087	114 974	109 142	105 131	99 442	93 898	87 469	< 2005
2005	66	490	861	1 018	981	1 002	967	976	825	930	2005
2006	-	302	745	1 090	946	1 004	761	832	722	913	2006
2007	-	-	489	868	671	1 042	1 135	1 339	795	774	2007
2008	-	-	-	333	624	1 149	1 103	1 148	1 340	937	2008
2009	-	-	-	-	136	810	925	842	731	835	2009
2010	-	-	-	-	-	615	1 020	862	1 350	1 120	2010
2011	-	-	-	-	-	-	317	1 156	1 622	1 496	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	322	811	980	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	374	936	2013
2014	-	-	-	-	-	-	-	-	-	235	2014
Total	132 808	127 558	125 477	121 396	118 332	114 764	111 358	106 918	102 467	96 624	Total

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Développement des coûts, tous les cas, en pour cent

Année de l'enregistrement	Total des coûts en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
< 2005	84.6	76.3	72.1	68.6	66.5	62.9	61.2	58.2	55.1	53.1	< 2005
2005	15.4	8.0	2.6	1.8	1.4	1.3	1.3	1.2	1.1	1.0	2005
2006	-	15.7	8.5	3.2	2.2	1.9	1.4	1.3	1.1	1.0	2006
2007	-	-	16.9	8.1	2.8	2.4	1.9	1.9	1.3	1.3	2007
2008	-	-	-	18.4	8.3	3.0	2.1	1.9	1.8	1.3	2008
2009	-	-	-	-	18.8	9.3	3.3	2.1	1.8	1.7	2009
2010	-	-	-	-	-	19.2	9.5	3.2	2.2	1.9	2010
2011	-	-	-	-	-	-	19.2	10.3	3.5	2.6	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	19.9	10.8	3.0	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	21.5	11.1	2013
2014	-	-	-	-	-	-	-	-	-	22.0	2014
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

Année de l'enregistrement	Frais de traitement en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
< 2005	58.1	40.8	34.4	30.1	28.2	25.1	22.8	19.9	18.5	16.8	< 2005
2005	41.9	17.4	4.6	2.8	2.1	1.8	2.1	1.6	1.5	1.0	2005
2006	-	41.9	17.9	5.7	3.6	3.1	2.7	2.0	1.6	1.3	2006
2007	-	-	43.1	17.3	4.6	3.9	2.7	2.8	2.0	2.1	2007
2008	-	-	-	44.1	17.7	5.0	3.4	3.1	2.3	1.7	2008
2009	-	-	-	-	43.8	19.1	5.4	3.2	2.6	2.4	2009
2010	-	-	-	-	-	41.9	19.0	5.0	2.3	2.1	2010
2011	-	-	-	-	-	-	41.9	19.1	4.7	2.8	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	43.4	20.3	4.7	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	44.2	20.8	2013
2014	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44.2	2014
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

Année de l'enregistrement	Indemnité journalière ¹ en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
< 2005	59.6	35.8	23.4	16.4	12.2	9.6	8.3	7.3	6.0	6.1	< 2005
2005	40.4	25.6	7.3	4.1	2.6	1.6	1.4	1.2	1.1	1.2	2005
2006	-	38.6	26.4	8.3	5.2	3.4	1.8	1.7	1.2	0.7	2006
2007	-	-	42.9	22.7	9.1	5.6	3.5	2.5	1.6	1.0	2007
2008	-	-	-	48.5	22.5	6.9	3.9	2.7	2.0	1.8	2008
2009	-	-	-	-	48.4	24.1	8.7	4.8	4.0	2.8	2009
2010	-	-	-	-	-	48.8	24.3	8.5	4.8	3.8	2010
2011	-	-	-	-	-	-	48.0	26.6	7.6	5.8	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	44.7	25.2	6.4	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	46.5	23.7	2013
2014	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46.7	2014
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

Année de l'enregistrement	Prestations de rentes en %										Année de l'enregistrement
	Exercice										
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
< 2005	100.0	99.4	98.3	97.3	97.2	95.1	94.4	93.0	91.6	90.5	< 2005
2005	-	0.4	0.7	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.8	1.0	2005
2006	-	0.2	0.6	0.9	0.8	0.9	0.7	0.8	0.7	0.9	2006
2007	-	-	0.4	0.7	0.6	0.9	1.0	1.3	0.8	0.8	2007
2008	-	-	-	0.3	0.5	1.0	1.0	1.1	1.3	1.0	2008
2009	-	-	-	-	0.1	0.7	0.8	0.8	0.7	0.9	2009
2010	-	-	-	-	-	0.5	0.9	0.8	1.3	1.2	2010
2011	-	-	-	-	-	-	0.3	1.1	1.6	1.5	2011
2012	-	-	-	-	-	-	-	0.3	0.8	1.0	2012
2013	-	-	-	-	-	-	-	-	0.4	1.0	2013
2014	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.2	2014
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	Total

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Coûts selon le genre de prestation, tous les cas

Genre de prestation	en 1000 CHF			en %		
	2012	2013	2014	2012	2013	2014
Total des prestations d'assurance	194 848	195 146	188 424	100.0	100.0	100.0
Total des prestations en espèces	28 468	27 885	26 863	14.6	14.3	14.3
Indemnité journalière	26 215	25 780	24 791	13.5	13.2	13.2
Frais de voyage	223	211	186	0.1	0.1	0.1
Indemnités supplémentaires de cures	47	47	41	0.0	0.0	0.0
Indemnités pour indépendants	54	42	36	0.0	0.0	0.0
Reclassement, aide en capital	1 387	1 425	1 375	0.7	0.7	0.7
Indemnisation des dommages matériels	2	2	9	0.0	0.0	0.0
Indemnités funéraires	526	410	389	0.3	0.2	0.2
Assistance juridique, frais de procédure	29	12	36	0.0	0.0	0.0
Divers ¹	-14	-44	-0	-0.0	-0.0	-0.0
Total des frais de traitement	59 462	64 794	64 937	30.5	33.2	34.5
Soins en milieu hospitalier	17 444	22 811	23 353	9.0	11.7	12.4
Soins ambulatoires, en milieu semi-hospitalier	12 032	11 971	11 160	6.2	6.1	5.9
Médecin	11 490	11 268	11 465	5.9	5.8	6.1
Pharmacie	4 482	4 227	4 291	2.3	2.2	2.3
Médecin-dentiste	935	846	933	0.5	0.4	0.5
Technicien-dentiste	300	211	230	0.2	0.1	0.1
Physiothérapeute	2 560	2 737	2 722	1.3	1.4	1.4
Chiropraticien	249	254	231	0.1	0.1	0.1
Psychologue	109	159	122	0.1	0.1	0.1
Ergothérapeute	204	205	183	0.1	0.1	0.1
Logopédiste	6	12	9	0.0	0.0	0.0
Opticien	260	258	312	0.1	0.1	0.2
Laboratoires	923	982	1 065	0.5	0.5	0.6
Homes	1 254	1 610	1 514	0.6	0.8	0.8
Spitex (soins à domicile)	653	714	618	0.3	0.4	0.3
Instituts de radiologie	1 197	1 406	1 402	0.6	0.7	0.7
Bottier-orthopédiste	1 102	1 117	1 059	0.6	0.6	0.6
Technicien-orthopédiste	490	498	537	0.3	0.3	0.3
Prothèses auditives	1 017	757	707	0.5	0.4	0.4
Moyens auxiliaires	2 029	2 047	2 258	1.0	1.0	1.2
Fitness, bains	29	25	26	0.0	0.0	0.0
Frais de transport et de sauvetage	533	535	572	0.3	0.3	0.3
Divers ¹	164	144	167	0.1	0.1	0.1
Total des rentes	106 918	102 467	96 624	54.9	52.5	51.3
Rentes d'invalidité	40 124	36 710	34 506	20.6	18.8	18.3
Rentes de reclassement	803	850	844	0.4	0.4	0.4
Allocations pour impotents	885	902	762	0.5	0.5	0.4
Rentes de vieillesse pour invalides	12 263	13 484	13 304	6.3	6.9	7.1
Rentes pour atteinte à l'intégrité	2 418	2 365	2 135	1.2	1.2	1.1
Rentes de survivants	42 819	41 364	39 128	22.0	21.2	20.8
Rentes de réversion	2 581	2 572	2 417	1.3	1.3	1.3
Rachats de rentes pour atteinte à l'intégrité	2 438	2 011	1 266	1.3	1.0	0.7
Rachats de rentes d'invalidité	35	-	-	0.0	-	-
Allocations d'aide ou de soins et autres allocations	1 715	1 611	1 649	0.9	0.8	0.9
Mesures de réadaptation	86	-	-	0.0	-	-
Réparations pour tort moral, indemnisations	231	84	135	0.1	0.0	0.1
Divers ¹	521	512	479	0.3	0.3	0.3

¹ En raison des remboursements, des montants négatifs sont possibles vu qu'ils ne peuvent plus être attribués au genre de prestation originale.

Répartition des coûts, cas ordinaires

Frais de traitement

Cas ordinaires reconnus en 2010 avec état 2010				
Cas cumulés		Frais de traitement		
		Percentile en CHF ¹	cumulés	
absolu	en %		millions de CHF	en %
1 158	10.0	73	0.1	0.3
2 315	20.0	127	0.2	1.0
3 472	30.0	188	0.3	2.1
4 629	40.0	273	0.6	3.7
5 787	50.0	383	1.0	6.0
6 944	60.0	513	1.5	9.1
8 101	70.0	777	2.2	13.5
8 680	75.0	976	2.7	16.5
9 258	80.0	1 301	3.4	20.5
9 837	85.0	1 918	4.3	26.0
10 415	90.0	3 149	5.7	34.6
10 531	91.0	3 500	6.1	37.0
10 647	92.0	3 932	6.5	39.6
10 762	93.0	4 416	7.0	42.5
10 878	94.0	5 056	7.6	45.8
10 994	95.0	5 888	8.2	49.7
11 110	96.0	6 945	8.9	54.2
11 225	97.0	8 647	9.8	59.6
11 341	98.0	11 053	11.0	66.4
11 457	99.0	16 020	12.5	75.5
11 468	99.1	16 866	12.7	76.6
11 480	99.2	18 078	12.9	77.9
11 491	99.3	20 054	13.1	79.2
11 503	99.4	22 016	13.3	80.7
11 515	99.5	26 091	13.6	82.4
11 526	99.6	28 988	13.9	84.3
11 538	99.7	38 462	14.3	86.7
1 549	99.8	44 158	14.8	89.5
11 561	99.9	67 235	15.5	93.5
11 572	100.0	144 692	16.5	100.0
13 077	Total des cas reconnus en 2010			
11 572	Cas avec frais de traitement jusqu'en 2010			
1 428	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

Cas ordinaires reconnus en 2010 avec état 2014				
Cas cumulés		Frais de traitement		
		Percentile en CHF ¹	cumulés	
absolu	en %		millions de CHF	en %
1 265	10.0	87	0.1	0.2
2 530	20.0	150	0.2	0.7
3 795	30.0	232	0.5	1.4
5 060	40.0	339	0.8	2.6
6 325	50.0	479	1.3	4.2
7 589	60.0	731	2.1	6.5
8 854	70.0	1 182	3.2	10.2
9 487	75.0	1 623	4.1	13.0
10 119	80.0	2 310	5.3	16.8
10 751	85.0	3 468	7.2	22.5
11 384	90.0	5 324	9.9	31.0
11 510	91.0	5 916	10.6	33.3
11 637	92.0	6 618	11.4	35.8
11 763	93.0	7 466	12.3	38.5
11 890	94.0	8 548	13.3	41.7
12 016	95.0	9 947	14.5	45.4
12 143	96.0	11 504	15.8	49.7
12 269	97.0	13 685	17.4	54.6
12 396	98.0	17 827	19.3	60.8
12 522	99.0	31 721	22.3	70.2
12 535	99.1	33 005	22.7	71.5
12 547	99.2	35 665	23.2	72.8
12 560	99.3	40 643	23.7	74.4
12 573	99.4	44 878	24.2	76.1
12 585	99.5	51 540	24.8	77.9
12 598	99.6	61 932	25.5	80.2
12 611	99.7	75 251	26.4	83.0
12 623	99.8	92 565	27.4	86.2
12 636	99.9	127 973	28.9	90.7
12 648	100.0	670 739	31.8	100.0
13 077	Total des cas reconnus en 2010			
12 648	Cas avec frais de traitement jusqu'en 2014			
2 516	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

Indemnité journalière²

Cas ordinaires reconnus en 2010 avec état 2010				
Cas cumulés		Indemnité journalière		
		Percentile en CHF ¹	cumulées	
absolu	en %		millions de CHF	en %
238	10.0	694	0.1	0.7
476	20.0	1 150	0.3	2.3
714	30.0	1 571	0.6	4.6
952	40.0	2 174	1.1	7.8
1 189	50.0	3 033	1.7	12.2
1 427	60.0	4 330	2.6	18.5
1 665	70.0	6 049	3.8	27.4
1 784	75.0	7 268	4.6	33.2
1 903	80.0	8 815	5.5	40.0
2 022	85.0	11 034	6.7	48.5
2 141	90.0	14 168	8.2	59.4
2 164	91.0	14 369	8.5	61.7
2 188	92.0	15 323	8.9	64.3
2 212	93.0	16 501	9.3	67.1
2 236	94.0	18 041	9.7	70.1
2 260	95.0	19 949	10.1	73.4
2 283	96.0	22 311	10.6	76.9
2 307	97.0	25 280	11.2	81.1
2 331	98.0	29 538	11.8	85.8
2 355	99.0	36 494	12.6	91.4
2 357	99.1	36 878	12.7	91.9
2 359	99.2	37 401	12.8	92.5
2 362	99.3	38 767	12.9	93.3
2 364	99.4	39 699	13.0	93.9
2 367	99.5	45 474	13.1	94.8
2 369	99.6	54 204	13.2	95.6
2 371	99.7	62 560	13.3	96.5
2 374	99.8	66 425	13.5	97.9
2 376	99.9	71 844	13.6	98.9
2 378	100.0	79 018	13.8	100.0
13 077	Total des cas reconnus en 2010			
2 378	Cas avec indemnité journalière jusqu'en 2010			
5 803	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

Cas ordinaires reconnus en 2010 avec état 2014				
Cas cumulés		Indemnité journalière		
		Percentile en CHF ¹	cumulées	
absolu	en %		millions de CHF	en %
282	10.0	728	0.1	0.5
564	20.0	1 184	0.4	1.5
845	30.0	1 659	0.8	3.1
1 127	40.0	2 369	1.3	5.4
1 409	50.0	3 374	2.1	8.6
1 690	60.0	4 873	3.3	13.1
1 972	70.0	7 063	4.9	19.8
2 112	75.0	8 444	6.0	24.1
2 253	80.0	10 427	7.3	29.4
2 394	85.0	14 059	9.1	36.2
2 535	90.0	18 197	11.2	44.9
2 563	91.0	19 919	11.8	47.1
2 591	92.0	21 551	12.3	49.4
2 619	93.0	23 682	13.0	51.9
2 648	94.0	25 725	13.7	54.8
2 676	95.0	28 551	14.5	57.8
2 704	96.0	31 717	15.3	61.2
2 732	97.0	37 988	16.3	65.1
2 760	98.0	53 436	17.5	70.1
2 788	99.0	88 293	19.5	78.0
2 791	99.1	97 106	19.8	79.2
2 794	99.2	117 468	20.1	80.5
2 797	99.3	122 793	20.5	82.0
2 800	99.4	137 912	20.9	83.6
2 802	99.5	153 163	21.2	84.8
2 805	99.6	175 168	21.7	86.8
2 808	99.7	195 344	22.3	89.0
2 811	99.8	259 544	23.0	91.8
2 814	99.9	405 608	23.9	95.7
2 816	100.0	547 540	25.0	100.0
13 077	Total des cas reconnus en 2010			
2 816	Cas avec indemnité journalière jusqu'en 2014			
8 878	Moyenne arithmétique des coûts en CHF			

¹ Valeur maximale des coûts dans le pourcentage des cas correspondant² Autres prestations en espèces à court terme incluses

Annexe 3

Rentes

3.1	Nouvelles rentes fixées selon le genre de rentes	48
3.2	Rentes courantes et coûts des rentes selon le genre de rentes	48
3.3	Nouvelles rentes d'invalidité fixées selon le degré d'invalidité et l'âge	49
3.4	Rentes d'invalidité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge	49
3.5	Nouvelles rentes pour atteinte à l'intégrité fixées selon le degré de l'atteinte à l'intégrité et l'âge	50
3.6	Rentes pour atteinte à l'intégrité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge	50
3.7	Nouvelles rentes de survivants fixées selon la catégorie d'assurés et l'âge des bénéficiaires de rentes	51
3.8	Rentes de survivants en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge des bénéficiaires de rentes	51
3.9	Montants des réductions de l'AM lors de la coordination avec les rentes AI et AVS	52

Tableau 3.1

Nouvelles rentes fixées selon le genre de rentes

Genre de rentes	Année de la fixation									
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total	219	183	214	165	146	182	144	164	137	108
Rentes d'invalidité	67	50	74	29	36	33	27	46	25	28
Rentes d'invalidité ¹	53	37	54	20	28	23	22	26	17	25
Rentes de reclassement	14	13	20	9	8	10	5	20	8	3
Rentes pour atteinte à l'intégrité	102	77	77	84	81	93	74	73	62	49
Rentes de survivants	38	34	28	30	22	28	20	27	33	18
Rentes de conjoint et d'orphelins	21	16	17	14	14	17	14	19	25	16
Rentes de réversion	17	18	11	16	8	11	6	8	8	2
Diverses allocations et indemnités ¹	12	22	35	22	7	28	23	18	17	13
xxx	2	5	5	6	3	5	4	5	4	10

¹ Pour la première fois, les indemnités pour les soins et les allocations pour impotent ne sont plus affectées aux rentes d'invalidité, mais constituent désormais une propre catégorie sous la rubrique «Allocations et indemnités». Cette réaffectation est également corrigée de manière rétroactive.

Tableau 3.2

Rentes courantes et coûts des rentes selon le genre de rentes

Genre de rentes	Nombre					Coûts en 1000 CHF				
	Exercice					Exercice				
	2010	2011	2012	2013	2014	2010	2011	2012	2013	2014
Total	4 660	4 484	4 328	4 146	3 957	114 764	111 358	106 918	102 467	96 624
Rentes d'invalidité	2 285	2 207	2 133	2 043	1 964	59 087	57 591	54 196	51 947	49 416
Rentes d'invalidité ^{1, 2}	1 734	1 603	1 486	1 346	1 241	46 577	43 670	40 245	36 710	34 506
Rentes de vieillesse ¹	499	557	600	655	685	10 328	12 015	12 263	13 484	13 304
Rentes de reclassement	37	33	35	30	28	1 062	881	803	850	844
Rentes d'invalidité avec allocations pour impotents	15	14	12	12	10	1 120	1 025	885	902	762
Rentes pour atteinte à l'intégrité	569	545	531	498	471	5 105	4 151	4 856	4 376	3 401
Rentes de survivants	1 589	1 527	1 464	1 410	1 337	47 875	47 045	45 400	43 936	41 544
Rentes de conjoint et d'orphelins	1 367	1 310	1 249	1 200	1 136	45 225	44 447	42 819	41 364	39 128
Rentes de réversion	222	217	215	210	201	2 649	2 597	2 581	2 572	2 417
Diverses allocations et indemnités ²	217	205	200	195	185	2 697	2 571	2 466	2 207	2 262
xxx	92	91	94	92	93	1 634	1 660	1 639	1 527	1 585

¹ Depuis 1994, les rentes d'invalidité des personnes assurées ayant atteint l'âge de bénéficiaire de l'AVS sont diminuées de moitié et allouées sous forme de rentes dites de vieillesse.

² Pour la première fois, les indemnités pour les soins et les allocations pour impotent ne sont plus affectées aux rentes d'invalidité, mais constituent désormais une propre catégorie sous la rubrique «Allocations et indemnités». Cette réaffectation est également corrigée de manière rétroactive.

Tableau 3.3

Nouvelles rentes d'invalidité fixées¹ selon le degré d'invalidité et l'âge, 2010 à 2014 (cumulées)

Taux d'invalidité en %	Âge lors de la fixation de la rente					Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus		
jusqu'à 10	4	3	2	3	1	13	8.2
11 à 20	4	3	6	10	2	25	15.7
21 à 30	1	3	1	8	3	16	10.1
31 à 40	2	4	2	8	2	18	11.3
41 à 50	2	-	5	2	5	14	8.8
51 à 60	2	2	-	5	1	10	6.3
61 à 70	4	-	2	1	1	8	5.0
71 à 80	9	1	1	1	-	12	7.5
81 à 90	9	2	-	-	-	11	6.9
91 à 100	17	5	6	4	-	32	20.1
Total	54	23	25	42	15	159	-
en %	34.0	14.5	15.7	26.4	9.4	-	-

	Âge lors de la fixation de la rente					Total
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus	
Equivalents d'une pleine invalidité	38	12	12	16	5	84
Valeur moyenne des degrés d'invalidité en %	70	51	50	39	37	53

¹ Sans allocations pour soins

Tableau 3.4

Rentes d'invalidité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2014

Catégorie d'assurés	Âge des bénéficiaires de rentes							Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	35	63	160	277	371	338	256	1 500	76.4
Membres de la protection civile	-	1	13	19	29	25	15	102	5.2
Assurés à titre professionnel	1	5	11	50	103	83	56	309	15.7
Autres	1	7	10	10	13	11	1	53	2.7
Total	37	76	194	356	516	457	328	1 964	-
en %	1.9	3.9	9.9	18.1	26.3	23.3	16.7	-	100.0

Tableau 3.5

Nouvelles rentes pour atteinte à l'intégrité fixées selon le degré de l'atteinte à l'intégrité et l'âge, 2010 à 2014 (cumulées)

Atteinte à l'intégrité en %	Âge lors de la fixation de la rente					Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus		
2,5	34	18	18	19	20	109	31.1
5	15	10	14	40	22	101	28.8
7,5	5	4	9	4	3	25	7.1
10	1	4	1	3	2	11	3.1
12,5	3	2	1	3	1	10	2.8
15	4	5	5	4	4	22	6.3
16 à 20	–	–	1	–	2	3	0.9
21 à 50	4	4	3	25	22	58	16.5
51 à 100	2	1	5	1	3	12	3.4
Total	68	48	57	99	79	351	–
en %	19.4	13.7	16.2	28.2	22.5	–	100.0

	Âge lors de la fixation de la rente					Total
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 et plus	
Equivalents d'une atteinte à l'intégrité de 100%	4.9	4.2	5.7	7.2	7.6	29.6
Valeur moyenne de l'atteinte à l'intégrité en %	7	9	10	7	10	8

Table 3.6

Rentes pour atteinte à l'intégrité en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2014

Catégorie d'assurés	Âge des bénéficiaires de rentes							Total	en %
	jusqu'à 30	31 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	13	12	15	56	163	94	62	415	88.1
Membres de la protection civile	–	–	–	2	1	2	1	6	1.3
Assurés à titre professionnel	–	–	–	4	3	7	11	25	5.3
Autres	–	2	4	7	10	1	1	25	5.3
Total	13	14	19	69	177	104	75	471	–
en %	2.8	3.0	4.0	14.6	37.6	22.1	15.9	–	100.0

Tableau 3.7

Nouvelles rentes de survivants fixées selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2010 à 2014 (cumulées)

Catégorie d'assurés	Âge lors de la fixation de la rente								Total	en %
	jusqu'à 18	19 à 25	26 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	5	7	1	3	5	10	13	17	61	48.4
Assurés à titre professionnel	8	6	5	5	11	5	8	8	56	44.4
Autres	2	–	–	–	3	1	2	1	9	7.1
Total	15	13	6	8	19	16	23	26	126	–
en %	11.9	10.3	4.8	6.3	15.1	12.7	18.3	20.6	–	100.0

Tableau 3.8

Rentes de survivants en cours selon la catégorie d'assurés et l'âge, 2014

Catégorie d'assurés	Âge des bénéficiaires de rentes								Total	en %
	jusqu'à 18	19 à 25	26 à 40	41 à 50	51 à 60	61 à 70	71 à 80	81 et plus		
Militaires de milice	5	15	6	10	49	120	173	413	791	59.2
Assurés à titre professionnel	9	6	6	18	40	62	109	242	492	36.8
Autres	2	2	1	1	9	9	17	13	54	4.0
Total	16	23	13	29	98	191	299	668	1 337	–
en %	1.2	1.7	1.0	2.2	7.3	14.3	22.4	50.0	–	100.0

Montants des réductions de l'AM lors de la coordination avec les rentes AI et AVS

Total

Année	Nombre	Montant en 1000 CHF	Montant par cas en CHF
2001	760	12 602	16 581
2002	773	11 101	14 361
2003	757	10 542	13 926
2004	753	10 958	14 552
2005	724	10 699	14 778
2006	689	10 133	14 707
2007	667	10 214	15 313
2008	606	8 214	13 555
2009	559	7 852	14 046
2010	528	7 378	13 974
2011	484	6 961	14 382
2012	469	6 568	14 004
2013	427	6 017	14 091
2014	401	5 518	13 761

AI

Année	Nombre	Montant en 1000 CHF	Montant par cas en CHF
2001	508	10 629	20 924
2002	538	9 229	17 154
2003	543	8 916	16 420
2004	560	9 435	16 849
2005	550	9 284	16 880
2006	527	8 814	16 725
2007	529	9 056	17 119
2008	491	7 234	14 733
2009	463	6 953	15 018
2010	443	6 574	14 839
2011	407	6 281	15 433
2012	399	5 983	14 996
2013	367	5 515	15 029
2014	346	5 097	14 730

AVS

Année	Nombre	Montant en 1000 CHF	Montant par cas en CHF
2001	252	1 973	7 827
2002	235	1 872	7 967
2003	214	1 626	7 598
2004	193	1 523	7 889
2005	174	1 415	8 133
2006	162	1 319	8 142
2007	138	1 158	8 389
2008	115	980	8 523
2009	96	899	9 360
2010	85	805	9 466
2011	77	680	8 828
2012	70	584	8 346
2013	60	501	8 353
2014	55	422	7 665

Annexe 4

Prévention

4.1	Nombre et coûts des cas de maladies selon le groupe de diagnostic	54
4.2	Nombre et coûts des cas d'accidents selon la cause de l'accident	55
4.3	Nombre et coûts des cas d'accidents selon le genre de blessure	56

Tableau 4.1.1

Cas de maladies ordinaires reconnus¹ selon le groupe de diagnostic

Groupe de diagnostic	valeur absolue					en %				
	2010	2011	2012	2013	2014	2010	2011	2012	2013	2014
Total	8 968	8 882	9 079	8 927	8 965	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Maladies infectieuses et parasitaires	518	501	599	686	726	5.8	5.6	6.6	7.7	8.1
Tumeurs malignes et bénignes	182	258	210	248	217	2.0	2.9	2.3	2.8	2.4
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	23	23	25	17	30	0.3	0.3	0.3	0.2	0.3
Maladies du métabolisme et de la nutrition	201	183	210	217	222	2.2	2.1	2.3	2.4	2.5
Troubles psychiques et du comportement	258	241	262	260	280	2.9	2.7	2.9	2.9	3.1
Maladies du système nerveux	192	196	211	208	205	2.1	2.2	2.3	2.3	2.3
Maladies des yeux	494	424	468	500	523	5.5	4.8	5.2	5.6	5.8
Maladies des oreilles	239	237	232	224	216	2.7	2.7	2.6	2.5	2.4
Maladies de l'appareil circulatoire	402	412	419	430	388	4.5	4.6	4.6	4.8	4.3
Maladies de l'appareil respiratoire	1 077	1 078	1 025	1 105	1 053	12.0	12.1	11.3	12.4	11.7
Maladies du système digestif	737	678	608	608	633	8.2	7.6	6.7	6.8	7.1
Maladies de la peau et du tissu sous-cutané	591	557	561	583	571	6.6	6.3	6.2	6.5	6.4
Maladies du système musculosquelettique	2 135	2 138	2 126	2 182	2 109	23.8	24.1	23.4	24.4	23.5
Maladies de l'appareil urogénital	342	332	311	320	331	3.8	3.7	3.4	3.6	3.7
Anomalies congénitales	34	29	31	35	35	0.4	0.3	0.3	0.4	0.4
Symptômes non spécifiés et états pathologiques	481	478	532	532	489	5.4	5.4	5.9	6.0	5.5
Dépistages systématiques, vaccinations	1 019	988	1 080	701	885	11.4	11.1	11.9	7.9	9.9
Autres et diagnostics non attribuables	43	129	169	71	52	0.5	1.5	1.9	0.8	0.6

¹ Uniquement les cas reconnus dans l'année de l'enregistrement

Tableau 4.1.2

Frais de traitement et indemnité journalière¹ en cours des cas de maladies ordinaires reconnus selon le groupe de diagnostic

Groupe de diagnostic	en 1000 CHF					en %				
	2010	2011	2012	2013	2014	2010	2011	2012	2013	2014
Total	44 596	44 418	45 924	47 265	46 578	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Maladies infectieuses et parasitaires	1 165	1 370	1 480	1 487	1 693	2.6	3.1	3.2	3.1	3.6
Tumeurs malignes et bénignes	3 342	4 073	4 373	4 940	4 594	7.5	9.2	9.5	10.5	9.9
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	90	108	151	145	105	0.2	0.2	0.3	0.3	0.2
Maladies du métabolisme et de la nutrition	1 411	1 226	1 335	1 060	1 267	3.2	2.8	2.9	2.2	2.7
Troubles psychiques et du comportement	5 770	5 167	5 747	6 148	6 907	12.9	11.6	12.5	13.0	14.8
Maladies du système nerveux	3 907	3 798	3 360	3 542	2 872	8.8	8.6	7.3	7.5	6.2
Maladies des yeux	1 071	934	1 060	1 209	1 249	2.4	2.1	2.3	2.6	2.7
Maladies des oreilles	583	609	591	581	440	1.3	1.4	1.3	1.2	0.9
Maladies de l'appareil circulatoire	5 642	5 151	5 386	6 065	5 706	12.7	11.6	11.7	12.8	12.2
Maladies de l'appareil respiratoire	1 788	2 041	1 828	1 849	1 611	4.0	4.6	4.0	3.9	3.5
Maladies du système digestif	3 250	3 350	3 146	3 484	3 908	7.3	7.5	6.9	7.4	8.4
Maladies de la peau et du tissu sous-cutané	1 090	1 131	982	1 016	1 031	2.4	2.5	2.1	2.1	2.2
Maladies du système musculosquelettique	11 828	11 604	12 227	12 140	11 381	26.5	26.1	26.6	25.7	24.4
Maladies de l'appareil urogénital	1 715	1 422	1 319	1 396	1 491	3.8	3.2	2.9	3.0	3.2
Anomalies congénitales	89	142	64	52	62	0.2	0.3	0.1	0.1	0.1
Symptômes non spécifiés et états pathologiques	809	887	975	1 067	1 113	1.8	2.0	2.1	2.3	2.4
Dépistages systématiques, vaccinations	405	395	438	335	319	0.9	0.9	1.0	0.7	0.7
Autres et diagnostics non attribuables	640	1 009	1 461	750	831	1.4	2.3	3.2	1.6	1.8

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Cas d'accidents ordinaires reconnus¹ selon la cause de l'accident

Cause de l'accident	valeur absolue					en %				
	2010	2011	2012	2013	2014	2010	2011	2012	2013	2014
Total	4 109	3 966	3 783	3 879	3 891	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Accidents impliquant des moyens de transport en montant ou en descendant d'un véhicule à moteur	461	404	366	356	389	11.2	10.2	9.7	9.2	10.0
accidents impliquant un véhicule à moteur	101	92	71	74	80	2.5	2.3	1.9	1.9	2.1
accidents impliquant d'autres moyens de transport	280	230	227	221	238	6.8	5.8	6.0	5.7	6.1
Accidents de sport	80	82	68	61	71	1.9	2.1	1.8	1.6	1.8
football	855	900	873	911	948	20.8	22.7	23.1	23.5	24.4
autres sports d'équipe	208	221	231	239	251	5.1	5.6	6.1	6.2	6.5
ski/snowboard	147	175	134	157	165	3.6	4.4	3.5	4.0	4.2
autres genres de sports	126	106	96	95	91	3.1	2.7	2.5	2.4	2.3
Accidents impliquant des armes	374	398	412	420	441	9.1	10.0	10.9	10.8	11.3
avec traumatisme acoustique	238	251	241	201	182	5.8	6.3	6.4	5.2	4.7
avec lésion dentaire	85	67	68	53	50	2.1	1.7	1.8	1.4	1.3
autres accidents impliquant des armes	119	156	134	110	104	2.9	3.9	3.5	2.8	2.7
Faux pas et chutes	34	28	39	38	28	0.8	0.7	1.0	1.0	0.7
glisser, dérapage, chuter	904	803	760	873	797	22.0	20.2	20.1	22.5	20.5
tomber dans le vide, chutes de personnes	672	598	568	649	599	16.4	15.1	15.0	16.7	15.4
Surcharge, mouvement brusque	232	205	192	224	198	5.6	5.2	5.1	5.8	5.1
Etre heurté/se cogner/être coincé	238	265	237	267	275	5.8	6.7	6.3	6.9	7.1
Dérapage, chuter, renversement d'objets	393	352	393	371	356	9.6	8.9	10.4	9.6	9.1
Pénétration par corps étrangers	129	126	107	119	132	3.1	3.2	2.8	3.1	3.4
Se piquer, se couper, s'égratigner, s'érafler	64	75	92	87	84	1.6	1.9	2.4	2.2	2.2
Violence, voie de fait	59	58	51	54	66	1.4	1.5	1.3	1.4	1.7
Accidents impliquant des animaux (y. c. piqûres d'insectes)	57	48	48	49	60	1.4	1.2	1.3	1.3	1.5
Suites tardives d'accidents	83	126	87	100	105	2.0	3.2	2.3	2.6	2.7
Autres et causes d'accidents non attribuables	157	110	126	153	157	3.8	2.8	3.3	3.9	4.0
Accidents dont la cause n'est pas précisée	209	204	183	174	169	5.1	5.1	4.8	4.5	4.3
	262	244	219	164	171	6.4	6.2	5.8	4.2	4.4

¹ Uniquement les cas reconnus dans l'année de l'enregistrement

Tableau 4.2.2

Frais de traitement et indemnité journalière¹ en cours des cas d'accidents ordinaires reconnus selon la cause de l'accident

Cause de l'accident	en 1000 CHF					en %				
	2010	2011	2012	2013	2014	2010	2011	2012	2013	2014
Total	32 850	31 477	31 571	33 557	33 797	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Accidents impliquant des moyens de transport en montant ou en descendant d'un véhicule à moteur	5 090	5 751	5 049	5 275	5 860	15.5	18.3	16.0	15.7	17.3
accidents impliquant un véhicule à moteur	646	741	694	745	841	2.0	2.4	2.2	2.2	2.5
accidents impliquant d'autres moyens de transport	3 452	3 801	3 311	3 554	4 099	10.5	12.1	10.5	10.6	12.1
Accidents de sport	992	1 209	1 044	976	921	3.0	3.8	3.3	2.9	2.7
football	6 508	6 557	6 820	7 920	7 773	19.8	20.8	21.6	23.6	23.0
autres sports d'équipe	1 716	1 543	1 606	1 837	1 768	5.2	4.9	5.1	5.5	5.2
ski/snowboard	965	1 187	1 096	1 180	1 150	2.9	3.8	3.5	3.5	3.4
autres genres de sports	1 274	1 172	1 001	975	844	3.9	3.7	3.2	2.9	2.5
Accidents impliquant des armes	2 553	2 655	3 117	3 928	4 012	7.8	8.4	9.9	11.7	11.9
avec traumatisme acoustique	1 323	1 166	1 210	1 016	1 003	4.0	3.7	3.8	3.0	3.0
avec lésion dentaire	670	567	565	399	429	2.0	1.8	1.8	1.2	1.3
autres accidents impliquant des armes	83	89	107	97	95	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Faux pas et chutes	569	510	538	520	479	1.7	1.6	1.7	1.5	1.4
glisser, dérapage, chuter	8 987	7 489	7 979	8 395	8 588	27.4	23.8	25.3	25.0	25.4
tomber dans le vide, chutes de personnes	5 472	4 638	5 021	4 588	5 000	16.7	14.7	15.9	13.7	14.8
Surcharge, mouvement brusque	3 515	2 851	2 958	3 808	3 587	10.7	9.1	9.4	11.3	10.6
Etre heurté/se cogner/être coincé	2 108	2 111	2 136	2 384	2 497	6.4	6.7	6.8	7.1	7.4
Dérapage, chuter, renversement d'objets	1 607	1 860	1 689	1 933	1 472	4.9	5.9	5.3	5.8	4.4
Pénétration par corps étrangers	465	354	444	479	521	1.4	1.1	1.4	1.4	1.5
Se piquer, se couper, s'égratigner, s'érafler	56	46	120	262	212	0.2	0.1	0.4	0.8	0.6
Violence, voie de fait	237	326	276	129	140	0.7	1.0	0.9	0.4	0.4
Accidents impliquant des animaux (y. c. piqûres d'insectes)	297	352	277	295	293	0.9	1.1	0.9	0.9	0.9
Suites tardives d'accidents	221	199	175	183	262	0.7	0.6	0.6	0.5	0.8
Autres et causes d'accidents non attribuables	2 815	3 153	2 930	2 682	2 653	8.6	10.0	9.3	8.0	7.8
Accidents dont la cause n'est pas précisée	1 949	1 191	1 436	1 324	1 336	5.9	3.8	4.5	3.9	4.0
	1 185	921	1 032	1 279	1 186	3.6	2.9	3.3	3.8	3.5

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

Cas d'accidents ordinaires reconnus¹ selon le genre de blessure et la région du corps blessée 2014

Genre de blessure ²	valeur absolue					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	3 891	1 073	212	974	137	239
Crâne, cerveau	54	3	–	–	51	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	682	533	60	–	75	8
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	58	3	–	–	–	5
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	107	1	–	–	1	64
Rachis	158	24	–	132	2	–
Tronc, dos et postérieur	187	26	1	2	7	2
Epaule, bras	321	57	99	50	–	2
Avant-bras, coude	107	47	5	1	–	14
Poignet, main, doigts	541	162	9	97	1	97
Extrémités supérieures, parties non attribuables	13	1	–	–	–	2
Hanche	19	–	4	2	–	–
Cuisse	85	33	–	–	–	5
Genou, rotule	638	8	30	337	–	7
Jambe, cheville	511	109	–	313	–	15
Pieds, orteils	191	66	2	40	–	12
Extrémités inférieures, parties non attribuables	53	–	–	–	–	3
Autres et parties multiples non précisées	79	–	2	–	–	3
Tout le corps (effets systémiques)	87	–	–	–	–	–

Genre de blessure ²	en %					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	100.0	27.6	5.4	25.0	3.5	6.1
Crâne, cerveau	1.4	0.1	–	–	1.3	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	17.5	13.7	1.5	–	1.9	0.2
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	1.5	0.1	–	–	–	0.1
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	2.7	0.0	–	–	0.0	1.6
Rachis	4.1	0.6	–	3.4	0.1	–
Tronc, dos et postérieur	4.8	0.7	0.0	0.1	0.2	0.1
Epaule, bras	8.2	1.5	2.5	1.3	–	0.1
Avant-bras, coude	2.7	1.2	0.1	0.0	–	0.4
Poignet, main, doigts	13.9	4.2	0.2	2.5	0.0	2.5
Extrémités supérieures, parties non attribuables	0.3	0.0	–	–	–	0.1
Hanche	0.5	–	0.1	0.1	–	–
Cuisse	2.2	0.8	–	–	–	0.1
Genou, rotule	16.4	0.2	0.8	8.7	–	0.2
Jambe, cheville	13.1	2.8	–	8.0	–	0.4
Pieds, orteils	4.9	1.7	0.1	1.0	–	0.3
Extrémités inférieures, parties non attribuables	1.4	–	–	–	–	0.1
Autres et parties multiples non précisées	2.0	–	0.1	–	–	0.1
Tout le corps (effets systémiques)	2.2	–	–	–	–	–

¹ Uniquement les cas reconnus dans l'année de l'enregistrement

² Le genre de blessure et la région du corps blessée sont dérivés du diagnostic principal (codé selon ICD-10) d'après Barell et al.

³ La plupart des fractures et luxations de la région faciale (plus de 95%) sont des fractures/luxations dentaires.

⁴ Les lésions des nerfs intracrâniens comprennent les troubles auditifs.

Tableau 4.3.1

valeur absolue						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
687	21	25	83	22	418	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
5	-	-	1	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
16	2	-	31	-	1	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
25	2	-	7	-	7	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
137	1	-	-	-	11	Tronc, dos et postérieur
78	-	-	-	-	35	Epaule, bras
35	-	-	1	-	4	Avant-bras, coude
101	5	-	32	-	37	Poignet, main, doigts
4	3	-	1	-	2	Extrémités supérieures, parties non attribuables
13	-	-	-	-	-	Hanche
4	-	-	1	-	42	Cuisse
108	-	-	-	-	148	Genou, rotule
37	-	-	1	-	36	Jambe, cheville
43	-	-	3	-	25	Pieds, orteils
30	4	-	3	-	13	Extrémités inférieures, parties non attribuables
51	4	-	1	12	6	Autres et parties multiples non précisées
-	-	25	1	10	51	Tout le corps (effets systémiques)

en %						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
17.7	0.5	0.6	2.1	0.6	10.7	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
0.1	-	-	0.0	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
0.4	0.1	-	0.8	-	0.0	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
0.6	0.1	-	0.2	-	0.2	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
3.5	0.0	-	-	-	0.3	Tronc, dos et postérieur
2.0	-	-	-	-	0.9	Epaule, bras
0.9	-	-	0.0	-	0.1	Avant-bras, coude
2.6	0.1	-	0.8	-	1.0	Poignet, main, doigts
0.1	0.1	-	0.0	-	0.1	Extrémités supérieures, parties non attribuables
0.3	-	-	-	-	-	Hanche
0.1	-	-	0.0	-	1.1	Cuisse
2.8	-	-	-	-	3.8	Genou, rotule
1.0	-	-	0.0	-	0.9	Jambe, cheville
1.1	-	-	0.1	-	0.6	Pieds, orteils
0.8	0.1	-	0.1	-	0.3	Extrémités inférieures, parties non attribuables
1.3	0.1	-	0.0	0.3	0.2	Autres et parties multiples non précisées
-	-	0.6	0.0	0.3	1.3	Tout le corps (effets systémiques)

Frais de traitement et indemnité journalière en cours des cas d'accidents ordinaires¹ reconnus selon le genre de blessure et la région du corps blessée, 2014

Genre de blessure ²	valeur absolue					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	33 860	11 351	2 392	8 161	2 878	449
Crâne, cerveau	1 773	140	–	–	1 633	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	1 936	1 236	71	–	617	10
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	260	45	–	–	–	45
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	509	177	–	3	1	105
Rachis	3 645	2 775	–	389	481	–
Tronc, dos et postérieur	738	255	–	2	138	5
Epaule, bras	3 308	883	1 506	236	–	2
Avant-bras, coude	732	579	14	2	2	13
Poignet, main, doigts	2 302	1 341	20	200	5	155
Extrémités supérieures, parties non attribuables	305	8	–	–	–	6
Hanche	276	–	109	4	–	–
Cuisse	802	538	–	–	–	30
Genou, rotule	9 708	223	630	5 885	–	31
Jambe, cheville	4 285	2 586	–	1 324	1	27
Pieds, orteils	817	485	6	116	–	15
Extrémités inférieures, parties non attribuables	324	60	–	–	–	5
Autres et parties multiples non précisées	1 195	18	36	–	–	1
Tout le corps (effets systémiques)	943	–	–	–	–	–

Genre de blessure ²	en %					
	Total	Fractures	Luxations	Entorses, foulures, déchirures de tendons	Lésions intracrâniennes nerveuses, internes, médullaires ⁴	Plaies ouvertes
Région du corps blessée ²						
Total	100.0	33.5	7.1	24.1	8.5	1.3
Crâne, cerveau	5.2	0.4	–	–	4.8	–
Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³	5.7	3.7	0.2	–	1.8	0.0
Yeux, paupières, annexes de l'oeil	0.8	0.1	–	–	–	0.1
Cou, autres parties de la tête ou non précisées	1.5	0.5	–	0.0	0.0	0.3
Rachis	10.8	8.2	0.0	1.1	1.4	–
Tronc, dos et postérieur	2.2	0.8	0.0	0.0	0.4	0.0
Epaule, bras	9.8	2.6	4.4	0.7	–	0.0
Avant-bras, coude	2.2	1.7	0.0	0.0	0.0	0.0
Poignet, main, doigts	6.8	4.0	0.1	0.6	0.0	0.5
Extrémités supérieures, parties non attribuables	0.9	0.0	–	–	–	0.0
Hanche	0.8	–	0.3	0.0	–	–
Cuisse	2.4	1.6	–	–	–	0.1
Genou, rotule	28.7	0.7	1.9	17.4	–	0.1
Jambe, cheville	12.7	7.6	–	3.9	0.0	0.1
Pieds, orteils	2.4	1.4	0.0	0.3	–	0.0
Extrémités inférieures, parties non attribuables	1.0	0.2	–	–	–	0.0
Autres et parties multiples non précisées	3.5	0.1	0.1	–	–	0.0
Tout le corps (effets systémiques)	2.8	–	–	–	–	–

¹ Autres prestations en espèces à court terme incluses

² Le genre de blessure et la région du corps blessée sont dérivés du diagnostic principal (codé selon ICD-10) d'après Barell et al.

³ La plupart des fractures et luxations de la région faciale (plus de 95%) sont des fractures/luxations dentaires.

⁴ Les lésions des nerfs intracrâniens comprennent les troubles auditifs.

Tableau 4.3.2

valeur absolue						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
2 195	324	95	192	764	5 059	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
2	-	-	-	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
54	1	-	96	-	18	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
56	2	-	2	-	163	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
311	7	-	-	-	20	Tronc, dos et postérieur
286	-	-	-	-	396	Epaule, bras
109	-	-	-	-	13	Avant-bras, coude
230	2	-	59	-	289	Poignet, main, doigts
3	7	-	1	-	281	Extrémités supérieures, parties non attribuables
162	-	-	-	-	-	Hanche
24	-	-	6	-	204	Cuisse
676	-	-	6	-	2 256	Genou, rotule
102	-	-	-	-	246	Jambe, cheville
36	-	-	1	-	159	Pieds, orteils
48	8	-	2	-	201	Extrémités inférieures, parties non attribuables
95	297	-	3	645	99	Autres et parties multiples non précisées
-	-	95	16	119	713	Tout le corps (effets systémiques)

en %						Genre de blessure ² Région du corps blessée ²
Contusions, écrasements	Brûlures, brûlures par acide	Intoxications, effets toxiques, piqûres d'insectes	Pénétration de corps étrangers	Complications et séquelles de traumatismes	Autres lésions et traumatismes non précisés	
6.5	1.0	0.3	0.6	2.3	14.9	Total
-	-	-	-	-	-	Crâne, cerveau
0.0	-	-	-	-	-	Visage, ossature faciale, nez, oreilles, dents ³
0.2	0.0	-	0.3	-	0.1	Yeux, paupières, annexes de l'oeil
0.2	0.0	-	0.0	-	0.5	Cou, autres parties de la tête ou non précisées
-	-	-	-	-	-	Rachis
0.9	0.0	-	-	-	0.1	Tronc, dos et postérieur
0.8	-	-	0.0	-	1.2	Epaule, bras
0.3	-	-	0.0	-	0.0	Avant-bras, coude
0.7	0.0	-	0.2	-	0.9	Poignet, main, doigts
0.0	0.0	-	0.0	-	0.8	Extrémités supérieures, parties non attribuables
0.5	-	-	-	-	-	Hanche
0.1	-	-	0.0	-	0.6	Cuisse
2.0	-	-	0.0	-	6.7	Genou, rotule
0.3	-	-	0.0	-	0.7	Jambe, cheville
0.1	-	-	0.0	-	0.5	Pieds, orteils
0.1	0.0	-	0.0	-	0.6	Extrémités inférieures, parties non attribuables
0.3	0.9	-	0.0	1.9	0.3	Autres et parties multiples non précisées
-	-	0.3	0.0	0.4	2.1	Tout le corps (effets systémiques)

Annexe 5

Cas de décès et intoxications par absorption d'huile

5.1	Cas de décès chez les membres du service de milice	62
5.2	Cas de décès chez les assurés à titre professionnel	62
5.3	Cas et coûts en cours des intoxications par absorption d'huile en 1940	62

Tableau 5.1

Cas de décès chez les membres du service de milice¹

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total	5	4	14	9	8	3	9	4	2	4
Maladies	1	–	1	–	2	1	3	1	–	–
Service	–	–	–	–	2	1	3	1	–	–
Congé	1	–	1	–	–	–	–	–	–	–
Accidents	2	3	12	8	5	1	3	1	1	3
Service	1	–	8	7	4	–	–	–	–	–
Accidents de la circulation/avec véhicules	–	–	2	2	–	–	–	–	–	1
Accidents d'avion/de parachute	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–
Autres	1	–	6	5	2	–	–	1	–	–
Trajet d'aller ou de retour	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–
Accidents de la circulation/avec véhicules	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–
Congé	1	3	4	1	1	1	1	–	–	–
Accidents de la circulation/avec véhicules	1	2	3	1	–	–	1	–	–	1
Autres	–	1	1	–	1	1	–	–	1	1
Suicides	2	1	1	1	1	1	3	2	1	1
Service	–	1	1	–	–	–	–	1	–	–
Trajet d'aller ou de retour	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Congé	2	–	–	1	1	1	3	1	1	1

¹ Les cas se basent sur les catégories d'assurés suivantes:
militaires de milice, protection civile et service civil;
membres du CSA et participants à des actions de maintien
de la paix.

Tableau 5.2

Cas de décès chez les assurés à titre professionnel

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Total	6	7	4	5	3	4	3	9	2	7
Maladies	3	3	2	2	1	3	2	6	1	6
En service	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Hors du service	3	3	2	2	1	3	2	6	1	6
Accidents	–	3	–	1	1	1	–	2	1	–
En service	–	1	–	–	–	–	–	–	1	–
Accidents de la circulation/avec véhicules	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–
Accidents d'avion/de parachute	–	–	–	–	–	–	–	–	1	–
Autres	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Hors du service	–	2	–	1	1	1	–	2	–	–
Accidents de la circulation/avec véhicules	–	2	–	–	1	1	–	1	–	–
Autres	–	–	–	1	–	–	–	1	–	–
Suicides	3	1	2	2	1	–	1	1	–	1
En service	2	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Hors du service	–	1	2	2	1	–	1	1	–	1
Trajet d'aller ou de retour	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–

Tableau 5.3

Cas et coûts en cours des intoxications par absorption d'huile en 1940

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ¹
Cas en cours	16	12	11	10	8	8	6	6	6	5
Coûts en cours en 1000 CHF	561	462	466	269	219	137	87	92	105	71

¹ Dès 2014, prestations aux survivants uniquement

Annexe 6

Procédure de recours

Tableau 6.1

Procédure de recours

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Nombre d'oppositions déposées	71	46	40	10	36	48	56	74
Recours devant les tribunaux cantonaux d'assurance	20	12	22	16	17	17	11	19
Recours jugés par les tribunaux cantonaux d'assurance	33	14	16	10	20	13	14	20
Jugements entièrement en faveur de l'AM	24	8	10	6	16	11	6	18
Jugements partiellement en faveur de l'AM	4	4	2	–	1	1	5	–
Jugements défavorables à l'AM	2	2	3	2	3	1	1	2
Recours retirés	2	–	1	1	–	–	1	–
Pas entré en matière	1	–	–	1	–	–	1	–
Recours au Tribunal fédéral	4	5	2	5	8	4	6	7
Recours jugés par le Tribunal fédéral	12	8	5	1	8	6	5	8
Jugements entièrement en faveur de l'AM	8	6	3	1	6	6	4	6
Jugements partiellement en faveur de l'AM	3	1	–	–	–	–	–	–
Jugements défavorables à l'AM	1	1	2	–	2	–	1	1

Suva

Assurance militaire
Case postale 8715
3001 Berne
Tél. 031 387 35 51
www.suva.ch/assurance-militaire

Edition: 2015

Référence

4514.f